

**ROLAND DUMAS Prince intrigant des années Mitterrand**

PAGES 16-18

**Libération**

# LE RN ET LES FEMMES L'IMPOSTURE

Longtemps plus réticentes que les hommes à voter pour l'extrême droite, les Françaises sont désormais aussi nombreuses à le faire. Pourtant, derrière un intérêt de façade, le Rassemblement national reste une menace pour les droits des femmes. **PAGES 2-5**

## ÉDITORIAL

Par  
LAUREN PROVOST

## Vicieux

Une autre digue est tombée. Celle qui historiquement distinguait le vote masculin et le vote féminin pour l'extrême droite. Rebutées par la misogynie et la violence de Jean-Marie Le Pen, les Françaises ont longtemps été réfractaires au vote Front national. Elles votent aujourd'hui autant en faveur du RN que les hommes. La stratégie de Marine Le Pen a porté ses fruits : en utilisant son genre et sa vie de femme divorcée avec enfants, elle a fait oublier le virilisme de son père. Jordan Bardella vient parachèver ce ripoli-

nage en abattant ses cartes de «gendre idéal» et en osant les adresses «à toutes les femmes de France» pour «garantir [...] leurs droits et leurs libertés». Les votes, positions et propos des responsables du parti ne manquent pas pour pouvoir, objectivement, déclarer que l'extrême droite est antiféministe et synonyme de recul des droits des femmes. C'est ce que vivent dans leur chair nos voisines en Pologne ou en Hongrie ou, plus proche de nous, les associations féministes en terres RN. Mais ces alertes n'y font rien : les messages de l'extrême droite trouvent un écho favorable chez celles qui sont plus touchées que leurs congénères par les inégalités. On rappelle que les femmes représentent la moitié de la population mais 57,7% des Français les plus pauvres. A la retraite, elles le sont

plus encore. Et que dire des violences sexuelles ? 85% des victimes enregistrées pour violences sexuelles hors cadre familial sont des femmes et plus de la moitié sont mineures. Ça, le RN l'a bien en tête. Le problème est qu'il fait systématiquement le lien entre ce fléau et l'immigration. En répétant, dès que possible, que les agressions sexuelles ont lieu dans l'espace public, que les femmes ne peuvent ni arpenter les rues ni prendre les transports sans être les victimes «d'étrangers violeurs», le RN se fait passer pour le défenseur des femmes tout en attisant la haine de l'autre. Plus vicieux : il laisse penser aux électeurs du sexe opposé qu'ils ne sont pas racistes mais féministes et qu'ils protègent «leurs femmes» en glissant un bulletin RN dans l'urne. L'infamie n'a vraiment aucune limite. ➤

RN

# Dans l'électorat féminin, la duperie a payé

Comment expliquer le vote grandissant des femmes pour un parti qui a toujours joué contre leurs intérêts ? Dans le bassin minier du Pas-de-Calais, où le RN a fait jusqu'à 70 % au premier tour des législatives, les électrices voient dans l'extrême droite un remède aux fins de mois difficiles, sans se préoccuper de son projet sociétal.



Par  
ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER  
et JOHANNA LUYSEN  
Envoyées spéciales à Bruay-la-Buissière  
et Marles-les-Mines (Pas-de-Calais)

«**T**raditionnelle distribution de roses offertes par la municipalité ce matin sur le marché de Bruay-la-Buissière pour la fête des mères ! Un bonheur de voir vos sourires. Bonne fête à toutes les mamans !» Sur la page Facebook de Ludovic Pajot, le post est enthousiaste, les commentaires laudateurs. Le 26 mai, le maire RN de cette petite ville minière du Pas-de-Calais, 22 000 habitants, distribuait quantité de fleurs aux mères de famille. À l'hôtel de ville depuis 2020, Ludovic Pajot «fait des choses qui se valent», comme le formule Véronique Laurent, coordinatrice de la Maison des échanges. Claudine, 70 ans, une habituée de cette association solidaire locale, a reçu deux roses le 26 mai. L'initiative l'enchantait, comme tout ce que fait monsieur le maire. A trois jours

du premier tour des législatives, la retraitée hésite avant de dévoiler son vote RN. Les mains posées sur la toile cirée, après une collation café-gaufres typique du Nord, elle évoque son suffrage avec des accents féministes : «On nous a donné le droit de vote : je le prends.» Clame son indépendance : «On n'écoute pas les maris.» Puis cette fille de mineur polonaise plante son regard bleu roi dans le nôtre et lâche : «On voudrait du changement.» Elle n'est pas la seule à plébisciter le RN. Bruay-la-Buissière a voté à 66,91 % pour leur candidat, Thierry Frappé, élu dès le premier tour. Comme aux élections européennes, Bruay et les communes alentour ont enregistré des scores RN de 60 % à 70 %, parmi les plus élevés de France.

## «RIEN DANS LE CHARIOT»

Ce mercredi de juin, sous un soleil de plomb, les familles sont nombreuses à faire la queue devant la piscine art déco Roger-Salengro. Sophie, infirmière de 39 ans, est petite-fille de mineurs, femme de policier. Après avoir longtemps voté à droite, elle apporte sa voix au RN depuis quinze ans «parce qu'on





Lors d'un meeting de Jordan Bardella à Paris, le 2 juin. PHOTOS STEPHANE LAGOUTTE MYOP

*n'a pas encore essayé cette voie-là.* Elle en espère, comme Claudine, «un grand changement». Elle est favorable à la «suppression de l'aide médicale d'Etat parce que les étrangers ont droit à tout», puis tient à ajouter: «Je ne suis pas raciste, simplement fait que ça bouge.» Les droits des femmes, elle n'en parle pas. On lui lit les propos du député RN Jocelyn Dessigny, tenus à l'Assemblée nationale en septembre: «Nous, nous parlons du principe qu'une mère au foyer, elle se peut-être mieux à la maison à s'occuper des enfants.» Elle écarquille les yeux. «Je ne savais pas qu'ils disaient cela. Non, je ne suis pas favorable à ce que les femmes restent au foyer.» Et enchaîne sur le Covid et les primes qu'elle n'a pas touchées.

À la Maison des échanges, Thérèse-Marie, 60 ans, reste elle aussi bouche bée face à la citation de Dessigny: «Ah ben non, je suis pas sûre, là.» Au chômage après des boulots d'hôtesse de caisse ou d'auxiliaire de vie, fatiguée par le travail de nuit, elle vote RN parce qu'elle en a «marre de la vie trop chère». Rencontrées sur le parking d'Action, dans la vaste zone commerciale de la Porte

Nord, Laëtitia et Mélanie, 46 et 30 ans, toutes deux électrices RN, ne disent pas autre chose: «On n'a rien dans le chariot, ça pique. On espère qu'ils seront les meilleurs pour ça.» Dans une ville où le taux de chômage avoisine les 24% et le taux de pauvreté atteint 29% selon l'Insee, la question sociale recouvre les autres. Chez les plus jeunes aussi. «La précarité économique fait partie de leurs urgences», analyse la sociologue Yaëlle Amselem-Mainguy, autrice des *Filles du coin: vivre et grandir en milieu rural* (Presses de Sciences-Po, 2021). Le coût de l'essence et de l'énergie, la nécessité de s'insérer dans la vie active et de s'en sortir passent devant tout le reste. Ce qui ne les empêche pas d'avoir des aspirations féministes, elles veulent accéder à l'emploi, être autonomes de leur famille et de leur conjoint, leurs discours sont marqués par une inacceptation des violences conjugales comme les autres femmes de leur génération. Mais elles ne vont pas forcément coder tout cela dans le féminisme, elles mettent rarement les sujets dans des cases politiques.» À dix minutes de là en voiture, près d'une heure en bus, Marlies-Mi-

Suite page 4

# Chronique d'une récupération politique achevée

**Derrière un féminisme de façade, le RN persiste à s'opposer à toute avancée pour les droits des femmes. Lorsqu'ils proposent des mesures, elles sont inefficaces ou liées au rejet des étrangers.**

«**D**emain, je serai le Premier ministre qui garantira de manière indéfectible à chaque fille et à chaque femme de France ses droits et libertés», promettait Jordan Bardella dans une vidéo diffusée le 17 juin. Or la position du Rassemblement national sur ces sujets relève davantage du double discours que de la défense des droits et libertés des femmes. Les saillies misogynes de certains de ses élus n'étant que la partie émergée de l'iceberg, le RN manifeste régulièrement son hostilité à toute avancée pour les femmes: en 2018, il s'abstenait lors du vote de la loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (dite «loi Schiappa»); en 2021, il ne prenait pas part au vote de la loi Rixain, sur l'égalité professionnelle; en 2023, il s'opposait à la proposition de loi «visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique».

Lors du vote au Congrès sur l'inscription de l'IVG dans la Constitution, en mars, si une courte majorité des députés RN a voté pour, dont Marine Le Pen, 11 ont voté contre et 20 se sont abstenus – c'est le groupe parlementaire ayant le plus fortement rejeté cette mesure, ce qui n'empêchera pas Jordan Bardella de brandir dans sa vidéo le vote favorable de Marine Le Pen comme gage féministe. Aux libertés reproductives des femmes, le RN préfère des politiques natalistes: au programme de ces législatives, le parti propose de constituer une part fiscale complétée des deuxième enfant, ainsi que la création d'un prêt public à taux zéro transformé en subvention pour les couples qui ont un troisième enfant – élus d'un dispositif mis en place par le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán.

**Hostilité.** Le parti, qui a longtemps prôné la création d'un salaire «parental» (autrement dit «maternel», selon Le Pen), s'est aussi opposé à la PMA «pour toutes», comme à l'allongement du délai légal de l'IVG de douze à quatorze semaines. À Bruxelles, les élus RN se sont opposés à la résolution de 2021 contre le harcèlement au sein des institutions européennes, ainsi qu'à une résolution visant à condamner la politique restreignant l'IVG en Pologne.

Mais cette hostilité de principe, typique de l'ère Jean-Marie Le Pen, s'accompagne depuis quelques années d'un discours cauteleux: à mesure que la dénonciation des violences faites aux femmes devient consensuelle, le RN se saisit du sujet afin de le corréler aux étrangers et à l'immigration («nous reprendrons le contrôle de notre politique migratoire en expulsant les délinquants et criminels étrangers, instaurant des peines planchers, en renforçant sévèrement les sanctions contre les violences faites aux femmes», dit Jordan Bardella dans sa vidéo, alors que les études démontrent que plus de 80% des agresseurs sont des proches de leur victime). Le RN souhaite par ailleurs conditionner l'octroi de prestations sociales à la nationalité française ou à cinq ans de travail en France, une mesure inconstitutionnelle qui exclurait bon nombre de femmes de ces dispositifs d'aide, comme l'allocation de soutien familial, dédiée aux familles monoparentales.

**Opportuniste.** Typique de cette récupération politique, la fameuse proposition de loi RN sur l'endométriose, sujet hautement concernant pour une maladie touchant deux millions de femmes en France. L'opération fait parler, on entend même l'élu Emmanuel Taché de La Pagerie citer Beauvoir. Mais la proposition est insuffisante: inscrire l'endométriose parmi les affections de longue durée (ALD) n'étant possible que par décret, donc par le gouvernement, le texte suggérerait plutôt de modifier le code de la sécurité sociale et de créer une nouvelle catégorie d'ALD... offrant une prise en charge moins importante que ce qui existait déjà, et n'incluant pas, par exemple, les transports. «On ne se retrouve pas dans cette proposition», avait protesté Priscilla Saracco, directrice de l'association Endomind, auprès de *Ouest-France*. Si le RN a fini par retirer ce texte, jugé «opportuniste» par bon nombre de politiques, le coup a joué et, dans sa vidéo sur TikTok, Jordan Bardella n'a pas hésité à faire de l'endométriose l'un des combats du parti.

Cette défense affichée des intérêts des femmes ne va toutefois pas, pour ce dernier, jusqu'à accepter un débat avec la secrétaire générale des Écologistes, Marine Tondelier. Sans oublier sa sortie sexiste lors du dernier débat des européennes, face à Raphaël Glucksmann: la Russie, pour Jordan Bardella, est «un sujet qui mérite un peu plus de hauteur que cette espèce de bataille de sac à main». Une fois le vernis gratté, la misogynie old school du RN n'est jamais bien loin.

J.L.





Suite de la page 3 nes, 5000 habitants. La mairie reste socialiste et le RN a recueilli les deux tiers des suffrages aux deux dernières élections. Les commerçants appellent leurs clients par leurs prénoms, mais, à la boulangerie, au tabac presse, au salon de coiffure, à l'agence d'assurances, tous ont choisi de ne pas paraître politique.

*«Je préfère dire que je n'ai pas d'opinion, sinon je ferais fuir les clients»,* confesse l'un d'eux. Une restauratrice, qui garde son vote pour elle, explique la flambee RN par «de ras-le-bol social», «les impôts et l'inflation». Ce qu'il propose pour les femmes? «C'est très accentué par les médias. Personne ne parle de cela ici. Ils n'en ont rien à secouer de l'avortement. C'est secondaire par rapport au portefeuille.»

A Bruay comme ailleurs, le vote RN n'est plus si généré. Ce que les scientifiques appellent le «radical right gender gap» – la différence entre hommes et femmes dans le vote en faveur de l'extrême droite – s'estompe depuis quelques années (lire ci-contre). Dans un passage de son livre publié en mai, *Des électeurs ordinaires* (Seuil), le sociologue Félien Faury décèle dans ce «basculement d'un nombre croissant de femmes vers l'extrême droite» un possible «effet insoupçonné du néolibéralisme et du démantèlement de l'État-providence». Janine Mossuz-Lavaur, directrice de recherche émérite au Cevipof de Sciences-Po et au CNRS, cite «l'effet Marine Le Pen». «Elle s'est présentée comme une femme comme les autres, divorcée, élevant seule ses enfants.» Loïd d'un Jean-Marie Le Pen volontiers misogyne, elle a contribué à rendre le parti «moins dissuasif» auprès d'un électoral féminin.

Chercheuse postdoctorale au CNRS et au laboratoire Printemps de l'université Paris-Saclay, Anja Durovic observe que le RN a ajusté son discours: «Alors que chez les électeurs masculins du parti on observe un conservatisme social sur les questions d'égalité femmes-hommes et LGBT», à l'inverse, chez ses électrices, la tolérance face à ces sujets est plus importante. Cela conduit le RN à «jouer sur les deux tableaux». Car, de fait, ce qui est proposé aux femmes n'a guère changé (lire ci-contre). «C'est un parti qui fait reculer l'égalité, les droits de femmes et remet en cause leur liberté de disposer de leurs corps», résume Karima Delli, eurodéputée et conseillère régionale des Hauts-de-France. Ils voient les femmes comme des mères de famille avant tout.»

### «JOURNAL DE PROPAGANDE»

A Bruay, dans ce qui reste de l'opposition politique après quatre ans de pouvoir de l'extrême droite, la distribution de fleurs ne passe toujours pas. «Les gens ont oublié ce qu'était le RN, ils donnent des roses sur le marché pour la fête des mères, distribuent des pizzas», se désole Samuel Courtin, 20 ans, étudiant infirmier et militant de gauche. Ma meilleure amie vote RN. Les droits des femmes, ce n'est pas ce qu'elle voit. Le travail de dédramatisation a fonctionné. Ce jour-là, plusieurs membres du collectif Ensemble pour Bruay se retrouvent dans le salon de Marlène Rotar-Zingiro, élue d'opposition écologiste, pour préparer le conseil municipal du lendemain autour de verres de bière.

Ils racontent, comme d'autres, comment le RN étend son pouvoir. Cela se joue sur la page Facebook de la ville, qui compte plus d'abonnés (35 000) que d'habitants. Sous les (très) nombreuses publications quotidiennes, les opposants ont vu leurs commentaires disparaître, quand leurs comptes ne sont pas bloqués. Cela se passe aussi dans le bulletin municipal, où les oppositions ont renoncé à publier le moindre texte. «Ils ne nous laissent

que quelques lignes pour écrire, témoigner l'élue. Ce bulletin est devenu un journal de propagande. Une fois au pouvoir, ils ne laissent plus la place aux autres.»

Cette fille de mineur a grandi dans un coran, au sein d'une famille venue de Slovaquie et de Pologne. Un père communiste qui était de toutes les grèves et une mère cuisinière qui l'a encouragée «à faire des études pour ne pas dépendre des hommes». La lecture de René Dumont la décide à s'engager en politique; un séjour en Écosse lui fait rencontrer le mouvement féministe des années 70. L'ancienne enseignante a fait partie de l'opposition de gauche quand socialistes et communistes étaient au pouvoir à Bruay, elle se souvient de les avoir avertis après l'élection de Pajot comme député en 2017: «Il faut repartir à zéro, vous n'avez pas été assez présents. Le futur maire, lui, était partout.»

La gauche divisée a fini par se rassembler au second tour. Trop tard. Ludovic Pajot a été élu le 28 juin 2020. Depuis, tout est différent. Cette ancienne du Mouvement pour la liberté de l'avortement et la contraception a été prise pour cible pendant un conseil municipal d'octobre 2022. «Ils m'ont coupé le micro,

J'ai continué à parler. Le maire m'a traitée d'hystérique.» Un air de déjà-vu: dans Libération, mercredi, la secrétaire générale des écologistes, Marine Tondelier, elle aussi élue d'opposition dans une autre ville RN du Pas-de-Calais, Hénin-Beaumont, racontait «les humiliations, les insultes, le mépris, les micros coupés à chaque conseil municipal, les mensonges dans le journal local». Contacté, Ludovic Pajot n'a pas répondu à nos sollicitations.

### BITUME ET BACS À FLEURS

Aujourd'hui, à Bruay, les habitants se réjouissent du bitume tout neuf, des bacs à fleurs et des multiples attentions. La ville est équipée de 100 caméras de vidéosurveillance et compte en avoir le double l'année prochaine, un nombre proche des standards de la Côte d'Azur. La ville organise des élections de Miss, comme à Hénin-Beaumont, et souhaite faire passer le cinéma d'art et essai, les Étoiles, sous contrôle communal, ce qui lui donnerait, craignent les opposants, plus de pouvoir sur la programmation. Le centre social a été liquidé depuis que la ville a décidé de reprendre sous sa tutelle le service jeunesse et à réduire le financement de Part'Agès, qui en avait la délégation.

Cette association d'éducation populaire, qui faisait notamment de la prévention et de l'éducation à la sexualité, travaillait avec le

Planning familial, accueillait parents et enfants, ados compris, de toutes orientations sexuelles. «Quand on est passé RN, on est devenu une cible politique, raconte Nicolas, éducateur. A un moment, j'ai eu le sentiment d'être traité par la mairie comme un salarié d'un parti politique d'opposition, plus comme celui d'une association.» Ancien ouvrier qui a vu tant de ses collègues basculer à l'extrême droite, Nicolas fait partie des licenciés. Il ne sait pas de quoi demain sera fait.

Maggie Deleglise, militante féministe de 42 ans, ne sait pas non plus de quoi demain sera fait. Cette petite-fille de mineur polonais fermiera en septembre son café solidaire, le Bookkafé, ouvert en 2016, décoré avec des autocollants de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT et du Mouvement de libération des femmes. Les clients ont déserté. «J'ai mis beaucoup de choses dans ce lieu. Je voulais changer le monde, recréer du lien.» Le soir de l'élection du maire, ses clients ont pleuré. «Au début, on se dit qu'on ne va pas se laisser faire, et puis ça retombe. Cela peut que je ressens, elle est inexplicable. Ils n'interdisent rien, il n'y a rien de visible.» Rien de visible, jusqu'au lendemain des élections européennes. Pour la première fois, la façade du Bookkafé a été taguée. Une croix celtique, symbole des suprémacistes. Un gros cœur orange l'a recouverte. ➔

## A Perpignan, les militantes féministes intimidées et entravées

Dans la municipalité acquise au RN, les activistes sont aux prises avec des tentatives, souvent insidieuses, de faire obstacle à leur lutte.

L'histoire du militantisme féministe dans les villes. Rassemblement national s'écrit avant tout dans les silences, dans ces noms qu'il faudra taire, dans ces lieux que nous n'avons pas pu visiter. «L'association où je militais était en panique que je m'exposerais dans la presse, par peur d'éventuelles répercussions», introduit Catherine (1), militante féministe à Perpignan. Attribuée avec d'autres activistes à une terrasse du quartier Saint-Jacques, cette quinquagénairienne: «L'ambiance est lourde.» La ville a basculé à l'extrême droite en 2020, avec l'élection de Louis Aliot. «Des élus municipaux m'ont déjà approchée en me disant "Il paraît que vous êtes très véhémement vis-à-vis de la mairie. Je vous le dis parce que je ne sais pas si vous savez, mais c'est nous qui vous mettons des locaux à disposition, qui vous finançons dans le cadre du contrat de ville". Ce sont des pressions. Je m'interroge presque tous les jours sur le fait de conti-

nuer ou non à travailler dans cette ville. Mais je ne peux pas laisser tomber les femmes.»

En sillonnant différentes municipalités RN lors de la campagne européenne pour l'IVG «Ma voix, mon choix», sa coordinatrice, Alice Coffin, a mesuré l'ampleur de cette appréhension: «Je ne m'attendais pas à retrouver sur le territoire français des terroirs militantes que je rencontre habituellement au Kazakhstan, en Hongrie... Des militantes qui disaient:

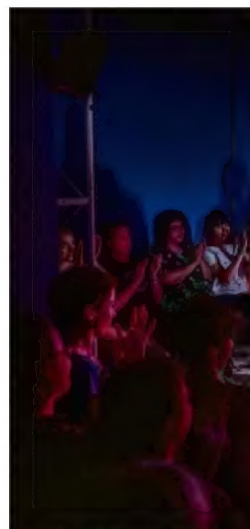
"Faites très attention à nous, car vous, quand vous êtes reparti, on restera seules face à la répression qui sera encore plus forte après votre passage". La résistance féministe est malgré tout présente. Rebondissant sur la venue de «Ma voix, mon choix», le collectif perpignanaise Bande de sorcières a organisé le 19 juin une représentation d'une pièce militante sur l'IVG. D'aucuns y verront un pied de nez aux déclarations de Louis Aliot, qui voulait en 2012 «dérembourser les IVG de confort». Une cinquantaine de personnes se sont pressées dans cette salle bleue au plafond bas. «Organi-

ser des événements informels, au pied levé, sans mettre des affiches dans toute la ville, est aussi une manière de résister», appuie une féministe de 57 ans.

«Folklore». La plupart décrit un mépris latent, des attaques insidieuses. «On préfère rater quelque chose de frontal, on serait toutes vent debout. Là, tout est fait pour nous démolir», lâche Marie (1), militante féministe de 50 ans. Un exem-

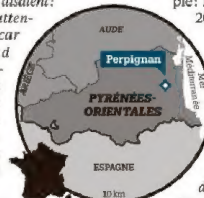
ple: l'organisation en 2023, pour la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre, d'un parade de Noël. «Tout est mis dans le folklore. Notre manifestation n'a pas pu ressembler habituellement les places principales», déplore Catherine.

Sans surprise, les associations les plus fragilisées sont celles s'adressant aux personnes les plus vulnérables, au premier titre les personnes racisées. Usant de jeux comptables (comme surévaluer le montant d'un local mis à disposition pour faire croire à une augmentation des moyens), la mairie, dans un tandem avec la préfec-



A l'issue d'une pièce de théâtre

ture, a réduit le financement de l'association Le fil à mètre, poussant ce réseau interculturel, intervenant auprès de la communauté gitane, à mettre la clé sous la porte fin 2023. Consultations psychologiques, lieux d'accueil parents-enfants, groupes de parole... Les femmes y trouvaient un espace d'autonomisation. «On pouvait parler du sommeil en atelier santé, puis de questions d'intimité, d'éventuelles violences conjugales. Elles n'ont plus d'espace de respiration», s'alarme Cathy Oustrière, ex-présidente. La mobilisation





# «Le discours de Le Pen peut avoir une audience auprès des femmes en difficulté économique»

**La distinction genrée du vote Rassemblement national s'est réduite peu à peu depuis 2012, selon la politiste Christèle Lagier, pour qui l'appartenance sociale joue aujourd'hui un rôle plus important dans cette préférence électorale.**

**C**hristèle Lagier, maîtresse de conférences de science politique à l'université d'Avignon, travaille depuis les années 2000 sur les électrices du Front national, puis du Rassemblement national. Pour *Libé*, elle revient sur la fin de la différence genrée dans ce vote et sur le fond du programme du parti sur les droits des femmes. **Comment expliquer que les femmes votent désormais dans**

**les mêmes proportions que les hommes pour le RN ?**

Cette égalisation progressive s'est amorcée dès 2012. Aux dernières élections présidentielles, les femmes ont autant voté RN que les hommes. Le genre n'est pas la seule variable, l'appartenance sociale explique davantage cette préférence électorale. Le discours de Marine Le Pen peut avoir une audience auprès des femmes en situation de difficulté économique ; pas celles qui sont dans la plus grande précarité, mais celles qui travaillent, qui ont le sentiment de ne pas s'en sortir, et qui se trouvent dans des groupes dans lesquels la préférence RN est banalisée. La stratégie de dédialabolisation du parti a été légitimée par des couvertures médiatiques qui l'ont actée, en ne la questionnant que très peu, rendant possible une présence ac-

crue de cette formation politique dans les médias. Il y a eu aussi une institutionnalisation de ce parti, avec des responsables politiques qui, désormais, n'acceptent de débattre qu'avec les représentants du RN. Cela a contribué à la banalisation de cette formation politique, très longtemps identifiée comme dangereuse.

Les femmes, plus rétives à des votes extrêmes, ont eu tendance à s'en rapprocher. **Pourquoi les femmes étaient-elles plus rétives à des votes extrêmes ?** Les femmes ont eu un retard de socialisation politique, lié au fait qu'elles n'ont eu le droit de vote qu'après la guerre. Elles ont mis du

temps à aller voter, puis, quand elles y sont allées, elles avaient tendance à choisir les formations politiques les plus centristes. Des années 80 jusqu'aux années 2000, elles ont contribué à soutenir la gauche. Les études menées en Europe, notamment par Nonna Mayer [chercheuse en science politique, ndr], montrent



INTERVIEW

qu'une différenciation de genre se recréait chez les plus jeunes, avec des femmes plus progressistes que des hommes qui auraient tendance à se tourner vers des formations plus vichystes, telles que le RN.

**Vous évoquez la dédialabolisation. Les positions du parti sur les droits des femmes ont-elles changé ?**

Marine Le Pen, dans ses programmes pour la présidentielle, ne parle que très peu des femmes. En 2017, par exemple, elle mentionne simultanément l'égalité salariale et la nécessité de protéger les femmes contre l'islamisme radical. Elle associe cette amélioration économique très hypothétique à cette idée qu'il faudrait protéger les femmes blanches contre l'homme immigré dangereux, en employant une rhétorique «féministe» qu'elle cherche à endosser. Ce que l'on retrouve chez Jordan Bardella, mais aussi dans les groupes identitaires qui se disent néoféministes. Ils posent une grille raciale sur le féminisme. Il n'y a pas d'attention portée aux femmes, sauf à l'occasion de déclarations ou d'opérations de communication, quand il s'agit d'aller chercher cet électeur.

Sur le fond, le RN a abandonné des mesures poussiéreuses comme le vote familial (qui attribue un suffrage supplémentaire aux familles nombreuses) ou le salaire parental, mais ce parti est resté dans une logique qui assigne les femmes à des rôles très traditionnels et qui défend une politique nataliste.

**46 députés RN sur 88 ont voté en faveur de l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Comment comprendre cette division, plus marquée que dans n'importe quel autre parti ?**

Un des enseignements de la science politique est que l'électorat du RN est un conglomérat, dans lequel on a des sous-électorats très différenciés. L'extrême droite doit envoyer des signes à la fois à sa base traditionnelle et militante, qui fait vivre le parti, et aux nouvelles générations. Elle partage les rôles. Quand Marine Le Pen affiche des positions pro-IVG, Marion Maréchal va défilé dans des manifestos qui s'y opposent. Ce qui n'empêche pas la conciliation de leurs électorats.

**Ce qui revient dans les propos des électrices, c'est leur méconnaissance des positions du parti sur les droits des femmes...**

Il ne faut pas surestimer la rationalité de l'électeur. Pour avoir conduit des entretiens pendant quinze ans avec des électrices du Rassemblement national, je n'ai pas souvenir d'une proposition concrète du parti pour expliquer leur vote, et quand ils en citaient une, ils étaient persuadés que ce n'était pas applicable. On a cette logique d'un électeur qui connaît mal le programme – ce n'est pas une caractéristique du RN –, et qui va voter en groupe. Ce n'est en aucun cas le choix d'un citoyen éclairé dans son isolement. Dans ce vote, il y a l'idée que l'on ne les a pas essayés et celle que s'ils vont trop loin, il y aura des garde-fous.

Recueilli par ANNE-SOPHIE LECHÉVALLIER



sur le thème de l'IVG au Nautilus Perpignan, le 19 juin.



Cathy Oustrière, militante féministe à Perpignan.

rare des femmes gitanes en collectif n'aura pas suffi à sauver la structure. «On n'a jamais voulu sa fermeture. La seule chose qui a baissé, c'était le financement de l'animation du réseau de professionnels de santé, qu'on jugeait ne pas être de notre ressort», reconnaît Philippe Mocellin, directeur général des services de la ville.

**«Rumeurs».** De la même manière, l'association Vernet au féminin, visant à créer du lien social à travers divers ateliers, encaisse attaque sur attaque. «On nous a refusé, en retour de Covid, la mise à disposi-

tion de nos locaux, puis on nous l'a accordée sous conditions strictes, en n'accueillant que dix mères, ce qui est contraire à notre mission où tout le monde peut passer, où la parole se libère sur les violences, le décrochage scolaire. J'ai ensuite appris que la mairie avait fait circuler auprès des centres sociaux la rumeur qu'on était fichés S, ce qui a démenté la préfecture», s'indigne Karima Chaouch, sa présidente. Des informations dont Philippe Mocellin assure «ne pas avoir connaissance». Vernet au féminin se serait aussi vu intimé «d'éviter de recevoir les mamans volées» – ce que la

mairie dément –, aurait été taxée de «communautarisme», puis de «prosélytisme», Mocellin avance : «Ce sont les services de l'État qui le déterminent. Je n'ai pas plus d'infos, mais dans ce type d'association, il peut y avoir des dérapages.» Pour Karima Chaouch, «Vernet au féminin dérange. On est dans un quartier prioritaire et 70 % de la population est issue de l'immigration.» Les demandes de subventions ont toutes été refusées en 2022. «Nous n'étions pas structurés au niveau de notre espace sur le quartier pour mener un travail en transversalité et leur proposi-

tion n'était pas forcément axée sur les critères politiques de la ville telles que l'innovation, la mixité», fait valoir Philippe Mocellin, en se disant «prêt à échanger». L'association a finalement pris la décision de louer son propre local, un effort financier conséquent. Après la pièce de théâtre militante, Marie résumait : «On a besoin de cette joie qu'on a perdue.»

MARLENE THOMAS  
Envoyée spéciale à Perpignan  
Photos IDRISS BIGOUILLES, HANS LUCAS

(1) Le prénom a été modifié.



Devant des affiches de campagne de la 2<sup>e</sup> circonscription de la Côte-d'Or, mardi.

Des militants du Nouveau Front populaire tractent

## En Côte-d'Or, des citoyens parachutés en soutien au Nouveau Front populaire

**Une dizaine d'hommes et de femmes ont été envoyés à Dijon pour participer à la campagne locale du NFP. Un engagement qui leur semble indispensable, alors que la plupart n'avaient jamais milité avant.**

Wagon-bar, train Paris-Dijon. Mardi, à quelques jours seulement du second tour des législatives anticipées, une dizaine de personnes qui ne s'étaient jamais rencontrées parlent politique, grincement des rails en fond sonore. Ce petit groupe se rend dans le chef-lieu de la région Bourgogne-Franche-Comté avec une mission : convaincre un maximum de personnes de voter pour le Nouveau Front populaire (NFP) dans la deuxième circonscription de la Côte-d'Or, où le RN a fini en tête. « On ne sait pas si on joue pour la gagne, mais au moins, on joue pour le barrage », martèle Maurice (1), l'un des organisateurs du déplacement.

Depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, les initiatives citoyennes se multiplient, comme « Circospivots » et « Les Convois de la victoire ». Les deux projets ont uni

leurs forces et identifié des « circonscriptions pivot » : des lieux où le RN et le NFP sont au coude-à-coude. C'est là que sont envoyées des équipes de citoyens volontaires et bénévoles pour plusieurs jours, afin d'aider les candidats locaux à tracter et faire du porte-à-porte. Leur trajet est remboursé et leur logement géré par les militants sur place. Moins de deux jours après les résultats du premier tour, qui ont placé le RN en tête au niveau national, plus de 800 personnes s'étaient déjà inscrites pour proposer leur soutien. Mardi, ils étaient 200 sur le terrain à travers la France. Pour cette excursion vers Dijon, les volontaires mettent leur vie en pause durant 48 heures. Certains ont stoppé leur recherche d'alternance, d'autres ont posé des journées pour s'absenter de leur travail...

Comme Antonin, 38 ans et médecin généraliste dans un centre de santé du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, adossé à une table du wagon-bar. Il a consacré son lundi complet à décaler les rendez-vous d'une quarantaine de patients. Consultations téléphoniques, ordonnances envoyées par mail, transferts vers d'autres confrères... Il a tout orga-

nisé minutieusement pour partir faire campagne. « Je me suis dit que je serais plus utile sur le terrain qu'à remplir des prescriptions », explique le soignant, qui pense aussi aux nombreux patients sans papiers qu'il reçoit. « Si je ne militais pas contre l'extrême droite, mon travail perdrait tout son sens. »

### « Je combats la peur par l'action »

Dans quatre des cinq circonscriptions de la Côte-d'Or, le RN est arrivé en tête du premier tour. Dans la 2<sup>e</sup>, tout n'est pas encore joué. Le second tour opposera Tatiana Guyen, du RN, à Catherine Hervieu, candidate des Écologistes pour le NFP. La première a recueilli 34 % des voix, la seconde 27 %, 3400 voix de moins. Le désistement de Benoît Borda-

dat, candidat de la majorité présidentielle arrivé troisième, pourrait changer la donne. Car il laisse derrière lui un réservoir de 12 000 voix macronistes qui peuvent se reporter. Encore faut-il que ce soit contre le RN. « Face à un duel aussi serré, ces voix peuvent faire la différence. Il faut absolument aller leur parler, et vite », souligne Manon, coordina-

trice du porte-à-porte à l'échelle locale, en guidant les volontaires à travers Dijon après leur descente du train.

Qu'ils soient tout juste majeurs ou âgés d'une quarantaine d'années, les citoyens venus renforcer l'équipe dijonnaise ont un point commun : la percée historique du RN en France a été un tournant dans leur engagement politique. Sur les treize personnes de l'équipe, une seule avait déjà milité dans un parti par le passé. Pour les autres, c'est une première. Ils ne sont pas encartés, n'ont jamais tracté ou fait de porte-à-porte. Mais depuis trois semaines, leur vie tourne autour de ces législatives anticipées. « Je combats la peur par l'action », dit Laura, metteuse en scène et comédienne de 29 ans, boucles d'oreilles tournoyantes et liner bleu électrique, qui n'aurait jamais imaginé s'investir ainsi. La politique, elle « n'y connaît pas grand-chose, à la base ».

Mais « faire campagne est une nécessité absolue. Peut-être que je n'arriverai pas à faire basculer des voix, mais j'aurai tout essayé ». Toutes et tous se posent la même question : « Comment convaincre ? » Mar, 26 ans, angoissé par les foules, doit se faire violence pour aller parler politique avec des inconnus. Mais il se sent tout concerné pour ne rien faire : « Je suis trans et racisé. » Il est prêt, flyers à la main, sac à dos sur les épaules. « Je me dis

que l'enjeu est beaucoup plus grand que mes sentiments et ma santé mentale. »

### « Cette mobilisation me redonne foi »

Les militants ont été répartis par les équipes de campagne locales dans des lieux stratégiques : certains quartiers populaires de Dijon, les sorties des établissements scolaires ou encore les nombreux immeubles qui votent dans la 2<sup>e</sup> circonscription. Hélène, enseignante-chercheuse de 41 ans, coupe courte décolorée et taches de rousseur, sort un premier paquet de tracts de sa poche en approchant d'une école élémentaire.

Coup dur : nombreux sont ceux qui refusent les tracts, sans même lever les yeux de leur téléphone, ou qui ont déjà choisi de voter pour l'extrême droite. Un père de famille venu récupérer son fils, en chemise rayée et pantalon de costume, lâche qu'« on n'a jamais essayé, peut-être qu'on devrait ». Face à lui, un gamin d'à peine 8 ans lit une affiche de campagne RN. Le mot « fachos » y a été ajouté au feutre noir.

Malgré les portes claquées, Bertille, 31 ans, a « espoir » : elle a expliqué à quelqu'un comment faire une procuration, a réussi à discuter avec une abstentionniste convaincue et avec un macroniste blasé. Petite fierté : elle a pu « rebouter une personne qui ne se sentait pas légitime à aller voter ». « Si on sensibilise quatre personnes chacun par jour, c'est déjà beaucoup », insiste-t-elle, convaincue qu'il ne faut rien lâcher. Ni maintenant ni après le 7 juillet : « Cette mobilisation me redonne foi. J'ai compris que peu importent les crises que nous vivons, nous serons des milliers prêts à nous mobiliser. »

CASSANDRE LERAY

Photos CLAIRE JACHYMIK

(1) Ce prénom a été modifié.







devant une école, à Dijon.

Catherine Hervieu, candidate du Nouveau Front populaire dans la 2<sup>e</sup> circonscription de la Côte-d'Or.

## A Amiens, l'affront républicain du camp macroniste

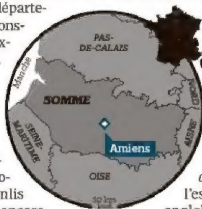
**Arrivé troisième avec seulement 2000 voix de moins que la gauche, le candidat Renaissance de la 2<sup>e</sup> circonscription a refusé de se retirer, estimant avoir plus de chances de l'emporter face au Rassemblement national.**

Jour de marché au pied du beffroi d'Amiens, dans la Somme. Les militants sont venus pour la candidate du Nouveau Front populaire Zahia Hamdane, une insoumise arrivée en tête au premier tour avec 30 % des suffrages. Dans le département de la Somme, la 2<sup>e</sup> circonscription est la seule où l'extrême droite n'est pas en tête. Mais le candidat Rassemblement national n'est pas loin. Damien Toumi est deuxième avec mille petites voix de retard. Un autre militant sépare Toumi du troisième, le candidat de la majorité sortante, Hubert de Jenlis (25%). Convaincu qu'il peut encore gagner dans ce bief centriste, circonscription de l'ex-ministre macroniste Barbara Pompili, il a décidé de se maintenir dans une triangulaire qu'il annonce serrée.

«**Bordel.**» Sur ce marché de centre-ville, l'accueil n'est pas franchement chaleureux pour les militants de gauche. Ils prennent la mesure de l'extrême confusion qui règne. Il y a ce retraité embrouillé qui leur lance qu'il a voté RN au premier tour mais qu'il votera «Mélénchon» au second, «pour que ce soit bien

le bordel!» Il y a cette dame, bien énervée elle aussi, qui refuse le tract d'un geste brusque: «Votre Mélénchon, il va faire perdre la gauche. Ma voix n'ira jamais à LFI!» Elle ajoute qu'elle trouve que François Ruffin, candidat dans la circonscription voisine (la 1<sup>re</sup>), lui, a été «intelligent». Les militants tentent de la rattraper en lui faisant remarquer, au verso du tract de Zahia Hamdane, les photos de Ruffin et de Mélénchon: «Ils défendent le même programme.» Rien à faire, la dame a tourné les talons.

L'insoumis amiénois Edouard Brunel confie son exaspération: «Avec la presse bolorisée, nos adversaires ont réussi à nous caricaturer en premier parti antisémite de France. C'est lunaire.» Il donne rendez-vous dans l'après-midi à Etouvie, quartier populaire dont la majorité des habitants vit sous le seuil de pauvreté: «Là-bas, vous verrez que le nom de Mélénchon ouvre les portes.» Mais pour l'essentiel, cette circonscription englobe les quartiers bourgeois d'Amiens, à l'image d'Henriville, où Emmanuel Macron a passé son enfance. La plupart des quartiers populaires de la capitale picarde se trouvent dans la circonscription de Ruffin, où la menace de l'extrême droite est bien plus forte. La candidate RN, Nathalie Ribeiro Bilet, y est largement en tête, avec 41 % des suffrages, 7 points devant le fondateur du mouvement Picardie debout. Mais à la différence de Zahia Hamdane, Ruffin a pu compter sur le désistement de la candidate Ensemble, Albane Branlant.



Les militants du Nouveau Front populaire n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer le maintien «irresponsable» d'Hubert de Jenlis, selon eux indigne de se prétendre l'héritier de l'ancien député-maire centriste d'Amiens Gilles de Robien. Ardent partisan du front républicain, ce dernier avait fait sensation en 1998 quand il avait déchiré en direct devant les caméras de France 3 sa carte d'adhérent à Démocratie libérale, le parti d'Alain Madelin qui venait de cautionner l'élection de Jacques Blanc à tête du conseil régional de Languedoc-Roussillon avec les voix du Front national.

**Bénédiction.** Quand il évoque le déferlement de messages qu'il reçoit depuis dimanche soir, Jenlis ne retient pas ses larmes: «Facho, collabo, tu préfères Hitler au Front populaire, etc. Lundi, j'avais quasiment une alerte par seconde sur mon téléphone.» Le candidat macroniste se dit «certain» que sa candidature ne peut en aucun cas favoriser le RN. Il explique qu'il aurait dû «normalement» sortir largement en tête si «le bloc central» n'était pas parti en ordre dispersé au premier tour, avec trois candidats étiquetés «divers centre» et une candidate LR non clottiste. L'addition de leurs voix lui donnerait effectivement un avantage significatif: «Je suis le seul à avoir des réserves», proclame-t-il. Fort du soutien du président LR de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, il a bon espoir d'obtenir la bénédiction de Gabriel Attal. Le Premier ministre n'a-t-il pas reconnu, mercredi sur France Inter, que certains candidats pouvaient considérer que «leur maintien limit[ait] le risque d'une victoire de l'extrême droite»?

Dans le camp de la candidate insoumise, on maintient que Jenlis fait au contraire augmenter ce risque. Mais on peine à en faire la démonstration. Peu importe pour Antoine, ex-militant PS venu prêter main-forte aux insoumis au pied du beffroi. Même s'il sort victorieux dimanche, Jenlis a créé selon lui «un dangereux précédent». S'ils devaient à l'avenir être de nouveau priés de faire front républicain, il est à craindre «que les électeurs de gauche finissent par en avoir marre».

ALAIN AUFRAY

Correspondance à Amiens

## 279 CANDIDATS NFP POUR FAIRE BARRAGE

Une chose semble acquise après le dépôt des candidatures mardi soir: le Nouveau Front populaire n'est pas en position d'obtenir la majorité absolue (289 sièges) à l'Assemblée dimanche, les têtes pensantes de la gauche s'attendant plutôt à naviguer autour des 180 sièges. Il ne lui reste plus, en effet, que 279 candidats en lice après application de la consigne des désistements qui imposait aux candidats arrivés troisièmes de se retirer si le RN menaçait de garder ou de gagner la circonscription. Dans le détail, selon l'AFP, 47 insoumis, 31 socialistes, 22 écologistes, 16 communistes et 5 de leurs alliés (Place publique, Génération-s et autres) se sont ainsi retirés, contribuant pour près de 60 % à la fonte du nombre de triangulaires (passées de 306 à 90, selon le ministère de l'Intérieur) et du bond concomitant des duels (de 190 à 408).

Parmi ceux qui restent, certains ne sont pas du tout assurés de retrouver leur siège. Côté insoumis, c'est le cas, parmi les plus médiatisés, de François Ruffin, mais aussi, dans la 1<sup>re</sup> circonscription de la Haute-Vienne, de Damien Maudet, pris dans une triangulaire avec le RN et la candidate Ensemble, Isabelle Négrier, qui s'est maintenue. Chez les communistes, duels très serrés pour André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme depuis 2002, qui était quasiment à égalité avec le RN au premier tour. L'ancienne ministre Dominique Voynet, qui avait fait un passage éclair à l'Assemblée nationale en 1997, n'est pas non plus assurée d'y retourner à l'issue de son face-à-face avec le RN Eric Fusis dans la 2<sup>e</sup> circonscription du Doubs.



# Pour la macronie, les complications d'une coalition

**Si l'exécutif voit s'éloigner l'hypothèse d'une majorité absolue pour le Rassemblement national, l'affaiblissement annoncé de la majorité sortante risque de lui faire perdre la maîtrise d'une hypothétique union.**

Sur le perron de l'Élysée, les trois premiers à s'échapper du Conseil des ministres mercredi à 11h30 connaissent des sorts différents. Marie Lebec (Relations avec le Parlement) est bien partie pour être réélue députée dans les Yvelines, Stanislas Guérini (Fonction publique) est en difficulté à Paris et Patricia Mirallès (Anciens Combattants) s'est désistée dans l'Hérault pour faire barrage au RN. Était-ce le dernier Conseil du gouvernement de Gabriel Attal ? Les ministres pourraient être convoqués une ultime fois dans la foulée du second tour. « Mais pas sûr que ce soit maintenant », juge un conseiller de l'exécutif. « La consigne, c'est de ne pas parler de l'après-7 juillet » renchérit un autre.

## MARGES RÉDUITES

A mesure que les 216 désistements entre les candidats du Nouveau Front populaire et du bloc central s'égrenent lundi et mardi, limitant le risque d'une majorité absolue RN, les ministres et leurs collaborateurs ont évolué dans leurs tourments. La crainte d'organiser des passations de pouvoir avec Jordan Bardella et ses ministres les tenaille un peu moins, mais ils cogitent sur les scénarios alternatifs. Emmanuel Macron mettra-t-il quand même Bardella au défi de constituer un gouvernement si le RN et ses alliés obtiennent moins de 270 députés, barre sous laquelle Marine Le Pen a averti que son parti refuserait Matignon ? « Ils feraient une erreur historique

en déclinant », pointe un proche du Président. Un refus d'obstacle terrible. L'idée émerge d'une coalition alternative, faite de carpes NFP et de lapins centristes, complétée de mouches du coche Les Républicains. Un « gouvernement provisoire » aux marges réduites pour sauver l'essentiel, allant des communistes aux gaullistes, selon la référence très « 1944 » convoquée par le président LR de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand. « Soit le pouvoir sera entre les mains d'un gouvernement d'extrême droite, soit le pouvoir sera au Parlement », a exposé Attal sur France Inter mercredi. « Une alliance du déshonneur dans un sens comme dans l'autre », répète Bardella, trop heureux d'accuser les vieux partis de se liguier contre les électeurs RN.

Marine Le Pen a déjà joué sur la fibre complottiste mardi et accusé Emmanuel Macron de « coup d'État administratif » en prévoyant de nommer des fonctionnaires à des postes clés dans la police, la gendarmerie et la préfecture pour empêcher d'agir un hypothétique gouvernement Bardella. Le train de nominations prévu mercredi, présenté comme un « coup de force » en une du JDD, a donc été prudemment débranché par l'exécutif. La porte-parole du gouvernement, Prisca Thevenot, n'a annoncé qu'une dizaine de nominations « à la veille de la période estivale pour préparer la rentrée », notamment le nouveau préfet de Charente et la nouvelle patronne de l'Imprimerie nationale. Un peu léger pour un « coup d'État ». Pour tuer dans l'œuf l'image délétère d'un clan qui s'accrocherait au pouvoir en s'acquinant avec ses adversaires d'hier, Emmanuel Ma-

cron et Gabriel Attal ont tous deux, mercredi, tenté une rectification. « Se désister aujourd'hui pour des élus de gauche face au Rassemblement national ne signifie pas gouverner demain avec LFI », prévient le chef de l'État devant ses ministres. Il n'en est pas question. Dans la foulée, le Premier ministre promet sur le réseau X qu'« il n'y a pas et qu'il n'y aura jamais d'alliance avec la France insoumise ». Si le camp du Président s'est déchiré sur l'opportunité de retirer des candidats au profit d'un mélenchoniste, tous se retrouvent sur ce refus. Ouvert à l'idée d'une « majorité parlementaire de la droite conservatrice aux socio-démocra-

tes », Edouard Philippe exclut toute « discussion avec LFI ». Ce n'est pas Manuel Bompard qui les contredira, le coordinateur des Insoumis étant résolu à « appliquer [leur] programme, rien que le programme ».

## IMAGE DÉPLORABLE

Dès lors, la piste d'une coalition en passe de dégager une majorité alternative semble bien mal partie, « pour une raison strictement arithmétique », explique Benjamin Morel, maître de conférences en droit public à l'université Paris-II Panthéon-Assas : « Je ne vois aucun scénario dans lequel le total des sièges du RN et de LFI serait inférieur à 289, seuil de la majorité absolue à l'Assemblée. Une motion de censure que voteraient LFI et le RN ferait tomber le gouvernement. Il faudrait un accord tacite, avec au moins l'un de ces deux groupes, de laisser vivre ce gouvernement. » Sur le terrain, les candidats Ensemble ont beau relayer l'élément de langage selon lequel « désistement ne vaut pas ralliement », les électeurs

sont perdus. « Ce matin, l'un d'eux m'a demandé : "Vous allez gouverner avec LFI ? Si c'est le cas, je préfère voter RN", rapporte une ministre. Le leur répond qu'on combat les extrêmes avec la même force, mais pas de la même manière. Les insoumis sont à 10 000 kilomètres de nos convictions, ils font flipper les Français, on ne gouvernera jamais ensemble. » Une autre candidate a été interpellée par un électeur du RN sur un marché. « Il m'a dit : "Depuis lundi, vous faites toutes les manœuvres pour barrer la route au RN, sans vous intéresser aux raisons pour lesquelles on a voté pour eux". Je trouve l'image globale déplorable, tous ceci installera le RN dans la durée. » En attendant le verdict des urnes, les cabinets ministériels, sans aucune illusion sur la défaite, ne savent pas bien s'ils doivent préparer leurs cartons. Dans l'un d'eux, une petite réunion s'est tenue sur l'après-7 juillet. « En cas de majorité relative, le gouvernement actuel pourrait démissionner mais gérer les af-

faire courantes », prévoit un conseiller, si l'installation de la nouvelle Assemblée nationale, le 18 juillet, n'avait rien décanté. « Cette hypothèse me paraît la plus probable jusqu'en septembre, complète un autre. On ne nous en parle pas mais ça va s'imposer. Avec le risque de devoir gérer de grosses crises cet été. » Y verra-t-on plus clair à la rentrée ? Reste l'option d'un gouvernement composée d'experts, le plus technique et neutre possible, chargé de suppléer les politiques et d'éviter une vacance de l'État... et prié d'éviter toute décision risquant de s'exposer au vote de la censure par une partie de l'hémicycle. « Un gouvernement gérant les affaires courantes cet été, puis un gouvernement technique le temps de passer le budget, peut-être une autre forme de coalition ensuite ? Tout est possible. On peut expérimenter tous ces scénarios successivement, imagine Benjamin Morel. Ça va être... créatif. »

**JEAN-BAPTISTE DAULAS**  
et **LAURE EYU**

Gabriel Attal après le Conseil des ministres, mercredi. PHOTO DANIEL DORKO, HANS LUCAS

**« Je ne vois aucun scénario dans lequel le total des sièges du RN et de LFI serait inférieur à 289. Il faudrait un accord tacite avec au moins l'un de ces groupes. »**

**Benjamin Morel**

maître de conférences à Paris-II Panthéon-Assas





## A gauche, le flou du «troisième tour»

Face à une probable absence de majorité absolue, le Nouveau Front populaire réfléchit à l'idée d'une union nationale mais refuse d'abdiquer sur l'application de son programme.

**B**ien qu'en retrait, Arnaud Montebourg, aujourd'hui associé à un homme d'affaires d'extrême droite, suit toujours attentivement la vie politique. «Son truc, en ce moment, c'est l'union nationale», raconte un proche de l'ancien ministre du Redressement productif, quelques jours avant le 9 juin. À l'époque, beaucoup de parlementaires s'attendaient à un bouleversement à l'automne, pronostiquant une motion de censure au moment du budget. «Montebourg pense qu'il faudra alors faire un gouvernement d'union nationale, des communistes aux Républicains, il en a parlé à Fabien Roussel», poursuivait le même interlocuteur. Les

députés socialistes, eux, avaient abordé le sujet, très vite évacué, lors d'une réunion à huis clos. «On est d'accord sur rien avec la droite», rapportait alors un participant. «On n'allait pas jouer les suppléants, raconte aujourd'hui un autre ex-député. Là, si la gauche a le plus gros groupe de cette coalition, c'est différent. Ce serait l'union derrière nous.»

«**Ressac.**» Après le choc du premier tour, les désistements ont redonné de l'espoir. Mardi, après le dépôt des candidatures pour le second tour, certains ont passé la nuit à faire des calculs. «Il peut y avoir un gros ressac», promet un conseiller de gauche, qui pronostique entre 190 et 210 sièges pour le RN, 180 pour le Nouveau Front populaire (lire page 7), et 130 pour la coalition présidentielle. Faute de majorité absolue, «l'usage veut que Macron appelle Bardella, qui a déjà dit qu'il refuserait de former un gouvernement», rappelle un élu socialiste. Ensuite, logiquement, il doit s'adresser à un représentant du NFP. Glucksmann, par exemple. L'entourage de l'eurodéputé étudie :

«L'hypothèse est dans l'air, mais on peut se retrouver avec 300 députés RN. L'essentiel, c'est de se concentrer sur le référendum oui ou non au RN.»

Comme à chaque moment d'interrogation, l'hypothèse Laurent Berger resurgit aussi. Peu importe si Emmanuel Macron entretient des relations exécrables avec l'ancien secrétaire général de la CFDT. «Ça ne se jouera pas avec Macron mais presque contre lui, poursuit un ancien proche du chef de l'État. Il a maintenant des adversaires, y compris dans son camp. Attal peut être un appui. Berger, qui est un homme de compromis, est éligible.»

«Il peut faire un gouvernement technico-politique qui va de François Ruffin à Xavier Bertrand, rêve un autre observateur de la vie politique. Si un groupe Renaissance présidé par Attal s'engage à ne pas voter de motion de censure pendant un an et si le groupe LFI est dans une forme de soutien vigilant sans participation, ça peut tenir. Ce serait le retour du parlementarisme.» Avec un contrat de gouvernement resserré sur une dizaine de mesures et des majorités qui se redessinent selon les textes.

Beaucoup, à gauche, ne veulent pas évoquer le sujet mais tout le monde se prépare à un «troisième tour» dès le 8 juillet. «On va devoir innover, prévient l'écologiste Marine Tondelier. Sans majorité absolue, on va devoir créer une coalition qui se fera sur la base du projet du Nouveau Front populaire.» Le député socialiste sortant Philippe Brun plaide de son côté pour «un gouvernement d'union nationale dans le sillage du Conseil national de la résistance, allant des gaullistes à la gauche».

«**Kérosène.**» Sans évoquer une quelconque participation à un gouvernement d'union, François Ruffin liste «trois mesures pour éteindre l'incendie» : impôt sur la fortune, référendum d'initiative citoyenne et abrogation de la réforme des retraites. Mercredi, les communistes se sont réunis pour discuter de cette hypothèse. «Nous ne soutiendrons jamais une majorité qui ne reviendrait pas sur la réforme des retraites», résume un participant. Rien ne serait pire qu'un gouvernement qui donnerait l'impression de ne pas tenir compte du résultat des urnes. «Les gouvernements d'union, c'est du kérosène pour l'extrême droite», s'alarme-t-on de toute part, présidant la rhétorique du RN sur le «système» qui se dresse contre «la volonté du peuple». Les socialistes assurent, eux, qu'ils ne se défilent pas, mais renvoient la balle en macro-  
«Sur quoi est-on d'accord?» interroge un proche d'Olivier Faure.

«Je ne suis pas prêt à changer notre programme», prévient de son côté la députée écologiste Sandrine Rousseau, appelant la gauche à ne pas donner l'impression de la compromission. «On ne gouvernera que pour appliquer le programme : rien que le programme, mais tout le programme», insiste aussi Manuel Bompard, le coordinateur de LFI. Si le reste du NFP participe à un gouvernement de coalition, les insoumis se démarqueront pour incarner la seule véritable opposition. «Le gouvernement d'union, ça n'existe pas, c'est arithmétique, s'agace un socialiste. Le RN et LFI feraient tomber le gouvernement en quinze jours. Les gens s'emportent. Il faut garder la tête froide.»

CHARLOTTE BELAÏCH

«...»

### LES «CANDIDATS FANTÔMES» DU RN

Pas un son, pas une déclaration, pas une photo : si certains candidats du Rassemblement national multiplient les sorties racistes, anti-IVG ou antisémites, d'autres se terrent ou ne saient trop où. Josseline Liban, candidate dans la 2<sup>e</sup> circonscription du Calvados, n'a ainsi pas dévoilé un bout de visage, ni fait une déclaration. Nos confrères de la rédaction de *Liberté Caen* ont dû retrouver les posts des législatives de juin 2022 pour savoir à quoi elle ressemble, le siège du parti n'ayant donné «ni mail, ni numéro de téléphone, ni même ses priorités si elle est élue députée».

De son côté, la candidate de la 2<sup>e</sup> circonscription du Loiret, Elodie Babin, n'a pas non plus fait campagne au premier tour. Elle n'a tenu aucune réunion publique, n'a pas tracté et n'a pas d'affiches ou de tracts avec son visage, comme le rapporte France Bleu Orléans. Une stratégie gagnante, puisqu'elle est arrivée première avec 33% des voix. Après avoir révélé que la conseillère régionale d'extrême droite ne vit pas dans la circonscription où elle se présente, la radio a cherché à joindre l'intéressée. Répondre. La direction locale du RN a justifié son absence par «des contraintes personnelles et professionnelles», et son compagnon par la maladie : «Elle souffrait du Covid.» Joli mot d'excuse pour un carnet de correspondance. Moins pour une campagne électorale.

81 220

C'est le nombre de voix réunies à la Réunion par le RN au premier tour, un record pour le parti lepéniste qui avait totalisé 19748 voix et avait été éliminé partout dans l'île aux législatives de 2022. Cette fois, il qualifie tous ses candidats pour le scrutin de dimanche, même si dans six des sept circonscriptions, la gauche est arrivée en tête. Le discours du RN trouve un écho particulier à la Réunion, située non loin de Mayotte, département le plus pauvre de France confronté à une immigration comorienne qui cristallise les tensions.

### Hulk aussi appelle à faire barrage



GETTY IMAGES AFP

L'acteur hollywoodien Mark Ruffalo, mondialement connu pour son interprétation de Hulk dans la saga de films Marvel, mais aussi pour son travail avec Michael Mann, David Fincher ou Martin Scorsese, a tweeté sur la situation politique française.

En citant un éditorial du *Guardian*, celui qui a par deux fois soutenu Bernie Sanders aux présidentielles américaines appelle à faire barrage au Rassemblement national en votant pour la gauche. «Les centristes français doivent décider : soutenir la gauche ou donner les clés du pouvoir à l'extrême droite? Maintenant, nous allons voir si Macron tient vraiment à la démocratie française autant qu'il le dit», écrit-il.



Par  
**NICOLAS ROUGER**  
Correspondant à Tel-Aviv

«**L**e Hamas, c'est une idée lovée dans le cœur de la population : si quelqu'un pense qu'on peut le détruire, il se trompe.» Cette phrase simple, assortie d'une injonction — «le gouvernement doit trouver une alternative pour gouverner Gaza» —, a pris des allures d'ultimatum dans la bouche du porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari, interviewé en direct sur la chaîne 13 le 19 juin. Il dit ouvertement ce que les généraux pensent tout bas : depuis plusieurs mois maintenant, le manque de vision de l'échelon politique confond les alliés d'Israël et irrite ses gradés. Les vies de tout un territoire et de tous les Palestiniens ont été cruellement soufflées, et pourtant le Hamas continue à se battre. Et les orages, comme le sentiment de sécurité des Israéliens, ne sont toujours pas revenus.

Depuis cette sortie, l'administration Nétanyahou dit avoir enclenché une nouvelle phase des combats. Les forces israéliennes resteront à la frontière avec l'Égypte et dans un corridor qui scinde Gaza en deux, et continueront à «tondre la pelouse», selon les termes de Benyamin Nétanyahou le 23 juin, en menant des raids ponctuels contre le Hamas, qui arrive encore à se recomposer. «Ils trouveront toujours des combattants, et les Israéliens le savent», explique un diplomate européen en poste à Tel-Aviv, avant de soupirer : «On est parti pour des décennies difficiles.»

#### UN CONFLIT «APOCALYPTIQUE»

Tsahal a besoin d'un retrait, même si cela veut dire laisser le Hamas au pouvoir, ont confié anonymement des officiers israéliens au *New York Times*, créant la controverse. La priorité doit être le retour des otages, mais aussi le repos des troupes avant une guerre contre le Hezbollah qui semble inévitable. Chaque régiment y va de sa rumeur : certains disent septembre, d'autres novembre, d'autres encore voient dans les deux semaines d'exercices, qui viennent de se terminer à la frontière, le signal d'une offensive imminente. Les échanges de tirs s'intensifient ces dernières semaines entre Israël et le Hezbollah. Mercredi, un chef de la milice a été tué dans une frappe israélienne. Depuis le 7 octobre, ils ont fait 450 morts du côté libanais, dont au moins un quart de

# ISRAËL

## Tsahal face au spectre d'une «guerre perpétuelle»

Malgré l'épuisement des soldats et les doutes des généraux, Benyamin Nétanyahou défend son bilan à Gaza et semble déterminé à engager l'armée dans une guerre sans fin, y compris sur le front libanais.



Des soldats israéliens le 21 juin, à l'enterrement de l'un des leurs, mort à Gaza. EWARSHAVSKY SOPA IMAGES

non-combattants. En Israël, 15 soldats et 11 civils ont été tués. De part et d'autre de la frontière, des dizaines de milliers de personnes ont

fui. Côté israélien, le sentiment d'abandon des déplacés a tourné à la colère : en mai, une dizaine de municipalités avaient même fait

symboliquement sécession. «La seule chose certaine, c'est l'incertitude», lâche Sarit Zehavi, ancienne officière du renseignement militaire

israélien, résidente de la région de Galilée dans le nord du pays et spécialiste des questions stratégiques israélo-libanaises.



Des tanks israéliens près de

Le ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant, menaçait dès janvier d'un «capter-coller» de Gaza à Beyrouth. Le Hezbollah répète quant à lui que la guerre sera sans limites. Les efforts d'apaisement américano-français, avec le soutien d'autres diplomates européens et arabes, en sont réduits à communiquer aux deux côtés qu'on ne sera pas en mesure d'arrêter l'autre si la guerre commence, ou d'empêcher l'escalade régionale. La dévastation des villages du Sud-Liban, la désertification de leurs voisins israéliens ne sont qu'un prélude : un conflit ouvert serait «apocalyptique», a déclaré l'ex-secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU Martin Griffiths.

Mais, malgré la peur et la rhétorique guerrière, les diplomates pensent qu'une solution reste «envisageable», selon l'envoyé de la Maison Blanche, l'habile Amos Hochstein, à Paris ce mercredi pour rencontrer Jean-Yves Le Drian, l'émissaire français au Liban. «S'il y a un cessez-le-feu à Gaza, nous





la frontière avec Gaza, dans le sud d'Israël, le 17 avril. PHOTO DE WOLFGANG MUELLER VIA GETTY IMAGES

nous arrêterons immédiatement, a déclaré mardi le numéro 2 du Hezbollah, Naim Qassem, à l'Associated Press. Mais je ne sais pas comment nous réagirons en cas de solution hybride. Et si l'état-major israélien répète être prêt à la guerre, il privilégie une solution négociée.

Pour les Israéliens, c'est remettre le problème à demain. «Un cessez-le-feu permettra au Hezbollah de se reconstruire, et ils n'ont aucune raison de se retirer de la zone frontalière, où ils se sont implantés durablement en remplacement parmi la population», dit Sarit Zehavi. L'entourage professionnel de Benjamin Netanyahu a un calendrier : un an à Gaza, un an pour la guerre avec le Hezbollah, et un pour mater l'Iran. Tout du moins. «En hébreu, "victoire" et "éternel" ont la même racine. Quand Netanyahu parle de victoire totale, on se demande s'il ne parle pas en fait d'une guerre perpétuelle», décrypte Amos Harel, correspondant militaire galonné du quotidien Haaretz. Le chef du Likoud

capitalise autant que possible sur le chaos. Sur les réseaux sociaux, ses partisans, à commencer par son fils aîné Yair, relaient des théories complotistes accusant les généraux de trahison. C'est un schéma habituel, qui marche malgré l'agacement d'une partie de sa base : le roi «Bibi», messie d'un peuple juif constamment menacé, a les mains liées par l'Etat profond, les élites qui contrôlent les médias, la branche judiciaire – et l'armée.

#### «15% DES APPELÉS NE REVIENTENT PAS»

«Ces tensions ont été exacerbées par la réforme judiciaire de 2023, qui a poussé certains réservistes à la grève, rappelle Amos Harel. Cela atteint un paroxysme parce que les généraux sont plongés dans une culpabilité énorme par rapport à ce qui s'est passé le 7 Octobre, alors que Bibi refuse d'assumer ses responsabilités.»

Malgré les frustrations et le coût humain et matériel astronomique Tsahal dresse un bilan plutôt positif de

ces neuf mois de guerre. Elle vante sa discipline opérationnelle, même si elle commence à rationner ses munitions en cas d'escalade régionale. Selon une source au sein de la logistique israélienne, l'armée craint que l'acrimonie qui s'installe dans les relations politico-diplomatiques entre Netanyahu et Washington ne ralentisse les livraisons de munitions.

Pourtant, la guerre a jusqu'ici montré la solidité du soutien américain, mécène d'une nouvelle alliance régionale orbitant autour de l'Etat hébreu. Les entreprises de défense israéliennes enregistrent aussi des profits records, en partie parce qu'elles démontrent sur le terrain la supériorité technologique de leurs produits. «Et nos soldats restent très motivés», ajoute Bentzi Gruber, général de réserve à la tête d'un bataillon de blindés actif dans Gaza depuis le début de l'invasion. «Quand ils se retournent, ils voient Tel-Aviv et Jérusalem. Nous sommes

conscients de nous battre pour notre propre existence.» Motivés mais épuisés : la plupart des réservistes, qui constituent les deux tiers des troupes, ont de plus en plus de mal à gérer vie personnelle et vie militaire. Aujourd'hui «15% des appelés ne reviennent pas», reconnaît Bentzi Gruber. Tsahal a urgemment besoin de recruter 10 000 soldats pour continuer l'effort de guerre, «et on ne peut pas les acheter à l'étranger, comme des avions et des bombes», a dit sèchement la Knesset lundi, le ministre de la Défense, Yoav Gallant, en rupture ouverte avec le Premier ministre. La coalition gouvernementale, divisée autour de la conscription obligatoire des ultra-orthodoxes, n'arrive pas à passer deux textes autorisant l'extension du service obligatoire et celui de réserve. L'épuisement est aussi moral : près de 750 membres des forces de sécurité sont morts depuis le début des hostilités, 321 au moins depuis le début de l'offensive terrestre à Gaza. Comparées au désastre

du 7 Octobre, et à l'hécatombe des Palestiniens, ces pertes sont minimes, mais elles comptent, dans un pays où «chaque soldat est un monde en soi». Il y aurait au bas mot 4 000 blessés graves. Et en interne, les associations de soutien aux anciens combattants pensent qu'un tiers des soldats ayant servi dans Gaza pourraient souffrir de blessures psychologiques.

#### UNE INSTITUTION EN PLEIN CHANGEMENT

«Quand tu tues quelqu'un, tu le portes avec toi pour le reste de ta vie», témoigne Bentzi Gruber. Son stress post-traumatique, accumulé pendant quarante-sept ans de guerres, il le revit toutes les nuits. «C'est ma femme qui en est la première victime», dit-il en rigolant. «Le traumatisme peut mener à une perte de repères, sociaux et économiques», complète Dekel Tzur, directeur de l'association Shmiru Nafsham, qui offre un soutien psychologique personnalisé. «C'est souvent associé à la prise de responsabilité, à ce qui aurait pu être fait, ou

n'aurait pas dû être fait. Ma mission est de faire comprendre à tous les soldats qui viennent vers nous qu'ils sont d'abord des héros de l'Etat d'Israël», soutient-il.

Cela sera-t-il possible quand le brouillard de la guerre se lèvera ? «Nous avons peur de ce qui va se passer dans la société israélienne quand les témoignages vont commencer à sortir», confie D., qui a refusé de remplir avec 41 autres réservistes, dans une lettre discrètement publiée en mai. Aucun n'a hésité quand on leur a demandé de prendre les armes le 7 octobre. Mais les exactions qu'ils ont vues à Gaza, en Cisjordanie, et dans les prisons israéliennes, les ont fait changer d'avis. «Seule l'histoire pourra déterminer à quel moment exact cette guerre a cessé d'être une guerre d'auto-défense», conclut D.

Cette nouvelle situation sera accueillie par une institution militaire en plein changement, déjà évident en Cisjordanie, où les Palestiniens vivent depuis neuf mois une réalité pétrie d'humiliations violentes. En avril, le général Yehouda Fox, chargé du territoire palestinien occupé, a annoncé sa retraite anticipée. Bête noire des colons, il subissait des pressions énormes de la part du gouvernement. Il sera remplacé en août par Avi Bluth, qui devient ainsi le plus haut gradé à sortir de l'académie pré militaire de Bnei David. Ouverte en 1988 dans un garage désaffecté au milieu des préfabriqués de la jeune colonie sauvage d'Eli, entre Naplouse et Ramallah, l'école était la première à proposer un cursus de dix mois d'éducation religieuse avant la conscription. Elle pousse ses élèves vers les unités d'infanterie : une vingtaine d'anciens élèves de Bnei David ont ainsi été tués à Gaza. Les autorités politiques et militaires israéliennes, reconnaissantes, ignorent sa lecture raciste et suprématiste des textes religieux, qui voit la conquête de toute la Terre promise comme un premier pas obligatoire vers la rédemption. Eli compte aujourd'hui plus de 5 000 habitants, et est en pleine expansion, remplissant son but d'origine : empêcher la continuité territoriale palestinienne. La nomination d'Avi Bluth est, en parallèle, la réussite symbolique de Bnei David, dont le but avoué était de pousser les sionistes religieux vers des postes de commandement et donc d'influence, une mutation progressive de la colonne vertébrale de cette «armée du peuple» qui s'accélère sous couvert de cette guerre sans fin. ♦



Par  
**EMMANUEL FANSTEN**  
et **GUILLAUME GENDRON**

**L**e visage poupon et souriant qui figure sur son mandat d'arrêt contraste avec la gravité des charges qui pèsent contre lui. Mis en examen depuis deux ans à Paris pour association de malfaiteurs, fourniture de solution de cryptologie sans déclaration conforme et blanchiment, réclamé à la fois par la France et les États-Unis, le Canadien Jean-François Eap, 39 ans, est soupçonné d'être «au centre d'une nébuleuse criminelle internationale» où s'entremêlent

meurtres, corruption et trafic de drogues – de quoi risquer jusqu'à trente ans de prison, si jamais il était un jour jugé et extradé. En cause : Sky ECC, la messagerie cryptée qu'il a fondée au Canada au milieu des années 2010, devenue le moyen de communication privilégié des plus gros criminels de la planète jusqu'à son démantèlement en mars 2021. Depuis, le «craquage» de l'appli, qualifiée de véritable «boîte noire» du narcotrafic par les polices européennes, a permis la plus grosse fuite de données de l'histoire du crime organisé, entraînant l'ouverture de centaines d'enquêtes pénales ainsi que la saisie massive de

drogue et d'armes. Ainsi, le milliard de messages interceptés a levé le couvercle sur des affaires vertigineuses à travers la planète – de la «Maison de l'Horreur» d'un sanguinaire gang de hooligans serbes proche du pouvoir à la corruption d'officiers de stupés en Seine-Saint-Denis, en passant par des règlements de compte marseillais ordonnés depuis Dubaï et l'infiltration des hautes sphères monégasques par les voyous des Balkans. Entre autres. Mais jusqu'où Jean-François Eap a-t-il sciemment anticipé le caractère criminel de sa messagerie ? Celle-ci a-t-elle été créée en toute con-

naissance de cause pour la pègre, comme le suggèrent les magistrats français ? Ou bien son usage a-t-il seulement été dévoyé par des utilisateurs mal intentionnés ? Alors que l'enquête sur Sky ECC instruite à la Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco) est officiellement terminée et que le parquet s'apprête à rendre son réquisitoire définitif, Jean-François Eap vient de contester le mandat d'arrêt émis contre lui, jugé «illégal». Dans un document de 54 pages assorti de nombreuses pièces, que *Libération* a pu consulter, le Canadien tente de démonter point par point les griefs retenus contre lui. Conscient de la difficulté d'une telle requête alors qu'il ne s'est jamais rendu aux convocations judiciaires et n'est donc pas formellement partie à la procédure, Eap assure avoir toujours voulu «participer activement» à l'enquête tout en étant dans l'impossibilité de quitter son pays en raison de la demande d'extradition émise contre lui par les États-Unis.

## Loge VIP aux matchs de hockey

En janvier 2023, *Libération* avait révélé l'histoire de cette famille de réfugiés cambodgiens établie au Canada depuis les années 70, success story de la tech interrompue par la chute brutale de leur appli phare, au printemps 2021. Avant ça, Jean-François Eap était ce geek trentenaire aux bonnes joues savourant sa réussite, dont les proches juraient qu'il n'avait jamais touché à une cigarette. Accro au golf, il travaillait avec son père, Ty Mey Eap, humble maçon devenu petit génie de la cryptographie en prenant des cours du soir, et sa mère, passée des cuisines des bous-bous chinois à la gestion RH d'une entreprise comptant des dizaines de salariés dans le plus beau gratin du district financier de Vancouver. La belle histoire : Sky, une start-up brassant des dizaines de millions de dollars, notamment à travers des contrats de distribution juteux avec le géant des télécoms canadiens Rogers (comme en attestent les expertises comptables, de 2015 à 2022, fournies par les conseils de Eap), mais gérée comme une PME familiale, avec soirées bowling, séances de cinéma et loge VIP aux matchs de hockey sur glace locaux.

Selon Jean-François Eap, c'est dans ce contexte qu'a été conçue l'appli Sky ECC : un produit de plus dans une grande offre de forfaits téléphoniques. À l'origine, au début des années 2010, l'objectif était de fournir un abonnement premium aux données illimitées partout dans le monde pour les grands voyageurs, excédés par les coûts de «data roaming» alors exorbitants. Puis, inspiré par les scandales autour de la protection des données – de l'espionnage étatique de masse révélé par Edward Snowden au piratage de photos intimes de célébrités volées et diffusées sur le Net – l'idée d'y ra-



Jean-François Eap en septembre

jouter une quadruple couche de chiffrement fait son chemin. «Jean-François Eap avait personnellement été victime deux fois de piratage de son téléphone et avait pris conscience des insuffisances en termes de protection de la vie privée des usagers des opérateurs téléphoniques», écrit son avocat français, Stéphane Bonifassi.

La clientèle visée devient alors, selon ses dires, «les personnes travaillant dans les secteurs d'activité de la médecine, du droit ou de la finance soumis au secret professionnel et maniant des données personnelles particulièrement sensibles, des entités gouvernementales, des militants et opposants politiques, des personnes effectuant des voyages professionnels dans des pays pratiquant le cyberespionnage, des journalistes, le secteur militaire ou de l'énergie, etc.». Mais en aucun cas des délinquants soucieux d'échapper à la justice, promis juré. Si Jean-François Eap ne «nie pas l'évidence» et reconnaît que Sky ECC a finalement pu être utilisée par des trafiquants, il estime en revanche que le caractère ontologiquement criminel de sa messagerie relève de la «pure fiction».

# AFFAIRE SKY ECC

## Le fondateur de la «messagerie du crime» contre-attaque

### ENQUÊTE

Reclamé par la France et les États-Unis, le start-upper Jean-François Eap, créateur de l'appli cryptée à l'origine de la plus grande fuite de données du crime organisé, répond pour la première fois en détail aux accusations portées contre lui, dans des documents judiciaires consultés par «Libération».





2023 dans ses bureaux de Sky Global, à Vancouver. Il risque des dizaines d'années de prison en France. PHOTO: DIAMONDE, S&P IMAGES

Rappelant que son entreprise a toujours eu pignon sur rue à Vancouver, Eap tient d'abord à se distinguer d'autres applis prisées des trafiquants, comme Phantom Secure, qui fonctionnait à travers «des sociétés écrans aux fonctionnements et financements occultes». L'entrepreneur estime au contraire avoir «toujours opéré publiquement», et insiste sur son «absence totale de vo-

**«Jean-François Eap avait été victime deux fois de piratage et avait pris conscience des insuffisances en termes de protection de la vie privée des usagers des opérateurs téléphoniques.»**

**Stéphane Bonifassi** avocat français de Jean-François Eap

lonté de dissimulation». Si le système de vente des téléphones Sky, via une nébuleuse de distributeurs et petits revendeurs faisant remonter la manne en bitcoin, apparaît aussi «opaque», ce serait uniquement en raison de la clientèle de «cette messagerie cryptée haut de gamme», qui ne s'adresse pas au «quidam» et ne peut donc être «commercialisée dans tous les supermarchés». Selon lui, le caractère criminel «massif», voire «exclusif» auquel font référence les juges français n'est pas établi par l'enquête. «Le dossier ne comporte pas d'indications sur le nombre d'utilisateurs de Sky poursuivis et condamnés ni leur proportion par rapport au nombre total d'utilisateurs.» Pour prouver que l'appli n'était pas au départ destinée aux voyous, les avocats de Eap ont envoyé aux magistrats une liasse de documents inédits censés établir les nombreux contacts de la société canadienne avec des entités gouvernementales. En appui de sa requête, Jean-François Eap fournit notamment plusieurs mails et brochures commerciales censés démontrer l'intérêt pour la messagerie cryptée de la Turquie, la Thaïlande, l'Arabie Sa-

oudite ou encore des gardes-côtes philippins. Pour ces derniers, un business plan a même été établi à hauteur de 13 millions d'euros sur trois ans pour la délivrance de 1700 licences Sky.

## Partie de poker menteur

Plus surprenant encore, ces échanges de mails entre l'équipe de vente de Sky ECC et un détective de la police régionale de l'Ontario, début 2019. Dans un premier temps, le flic canadien avait passé commande pour un téléphone crypté sur le site de la messagerie, adressant au même moment une question sur la politique «de coopération avec les forces de l'ordre» de l'entreprise. Méfiant, les vendeurs de Eap avaient d'abord répondu que la conjonction de ces deux messages suggérait que la commande n'était pas sincère, et l'avait renvoyé vers leurs conditions générales de vente. Mais l'échange s'était poursuivi, le détective se disant «impressionné» par les capacités des téléphones Sky et prêt à

prendre un abonnement, alors que les vendeurs proposaient d'en envoyer un modèle gratuit au commissariat en guise de test. Les mails joints au dossier ne permettent cependant pas de savoir si le deal est allé au bout. Et, surtout, de déterminer s'il s'agissait d'un marchandage prudent (mais réel) de part et d'autre ou d'une simple partie de poker menteur.

Autre argument mis en avant par la société canadienne, accusée de ne pas répondre aux sollicitations des forces de l'ordre: sa politique de conformité serait devenue «plus en plus stricte» au fil du temps, loin du laxisme supposé mis en avant par les enquêteurs. «Sky avait pour politique de fournir aux autorités toutes les informations sur les utilisateurs qu'elle conserve lorsqu'elle recevait une demande en ce sens», affirment ses conseils, qui joignent à leur requête la déclaration sous serment d'un avocat canadien. Sur la responsabilité de certains distributeurs suspects d'avoir été peu regardants sur leurs clients, la société mère souligne que ces derniers «ont une existence propre et n'ont aucun lien capitalistique avec Sky». Tous auraient par ailleurs reçu des

«instructions expliquant la procédure à suivre s'ils avaient connaissance d'utilisations illicites». Jean-François Eap fournit également plusieurs mails envoyés par ses équipes juridiques à des revendeurs leur demandant expressément de supprimer à distance les données de téléphones saisies par la police. Ainsi, quand un certain «Pepe» envoie un lapidaire «Svp, supprimer ce compte ECC, la police l'a chopé», il se voit répondre un chef-d'œuvre de casuistique parallèle: «Si un appareil fait l'objet d'une enquête dans le cadre d'une procédure judiciaire valide auprès d'une juridiction compétente, [...] nous refuserons la demande du client d'effacer à distance. Toutefois, il convient de noter que le logiciel efface automatiquement toutes les données au moins tous les sept jours (ou moins, si l'utilisateur a modifié les paramètres), et nous ne sommes pas en mesure d'empêcher l'effacement des données ou de fournir un accès à tout contenu utilisateur déchiffrable.» Comprendre: théoriquement, nous sommes prêts à collaborer avec la police. Mais, de toute façon, le téléphone va faire le ménage automatiquement. Cette fonctionnalité qui permet d'effacer à distance tout le contenu de l'appareil est d'ailleurs un des éléments à charge retenus par les magistrats français.

## Un suivi précis des articles de presse

D'autres documents – mails, listes – cités à titre d'exemple plutôt que d'exhaustivité cherchent à montrer comment les équipes de Jean-François Eap ont débranché plusieurs revendeurs affichant trop ouvertement sur les réseaux sociaux (Instagram notamment) des argumentaires à destination de publics cherchant à en faire commerce illicite... Les salariés de Sky ECC faisaient aussi un suivi média précis de tout article de presse où leurs téléphones étaient mentionnés de façon négative – quasi exclusivement dans le récit d'affaires de stupés. Preuve à double tranchant, là aussi: elle pourrait démontrer que l'entreprise savait pertinemment que l'usage détourné de ces téléphones prenait de l'ampleur, sans qu'elle ne semble en capacité de freiner cette croissance illicite exponentielle. S'il ne peut plus mettre un orteil dans un aéroport, au risque de l'extradition, la vie du geek canadien semble avoir peu changé, malgré l'effondrement de son produit phare. «M. Eap est un entrepreneur dirigeant plusieurs entreprises au Canada qu'il employait et employait encore aujourd'hui des centaines de personnes», assure ses conseils, rappelant que son copieux portefeuille d'investissements comporte aussi une anodine application mobile pour stocker les cartes cadeaux, de nombreux biens immobiliers et un restaurant de sushis. A mille lieues des corps hachés menu balancés dans le Danube par les utilisateurs serbes de Sky ECC... ◆





LIBÉ.FR

**Mort de Robert Towne, scénariste star du Nouvel Hollywood**

«Tant que le scénariste n'a pas fait son boulot, personne n'a de boulot. En d'autres termes, je suis le trou du cul qui vous empêche de faire votre job.» Ainsi Robert Towne décrivait-il son métier. Le cinéaste, notamment scénariste de *Chinatown*, qui comptait parmi les script doctors les plus demandés d'Hollywood, est mort lundi à 89 ans. Son style était marqué par des récits aux dialogues cinglants et ultra-réalistes.

# Etats-Unis: Joe Biden candidat coûte que doute

**Fatigue, incohérences... Alors que l'investiture démocrate approche, la candidature du président américain à sa réélection est de plus en plus remise en question, une semaine après sa prestation désastreuse face à Donald Trump.**

Par **FRÉDÉRIC AUTRAN**  
et **ISABELLE HANNE**

L'équipe de campagne de Joe Biden a tout fait, ces derniers jours, pour serrer les rangs. Pour afficher une famille unie derrière le Président, qui l'encourage à rester dans la course à sa réélection. Pour présenter un Biden combattu, multipliant les événements de campagne, les levées de fonds, prêt à en découdre à quatre mois du scrutin. Mais le climat de panique, après sa désastreuse prestation lors du débat télévisé du 27 juin face à son adversaire républicain Donald Trump, qui l'a montré sans voix, parfois incohérent et incapable de faire valoir son bilan, semble ne pas vouloir s'apaiser. Un démocrate sur trois pense que l'octogénaire devrait mettre un terme à sa campagne, selon un sondage de Reuters et Ipsos publié mardi.

«Les électeurs démocrates sont ténésés car l'enjeu est colossal. Ils ont tellement peur que la fragilité physique et mentale du Président, que le monde entier a pu voir jeudi dernier, offre la victoire sur un plateau à Trump», dit à Libé un cadre du parti, en poste dans l'un des «swing states» qui décideront l'élection de novembre. Des «Etats

clés» dont la liste semble s'allonger, à en croire des sondages privés réalisés par un groupe pro-Biden, qui montreraient le Président à la peine dans tous les Etats décisifs mais aussi au Nouveau-Mexique, en Virginie ou dans le New Hampshire, des terres acquises en principe aux démocrates. D'après le dernier baromètre Times et Siena, Trump devance désormais Biden de six points (49 à 43 %) parmi les électeurs probables, trois points de plus que la semaine dernière et l'écart le plus large depuis 2015.

**Donner des gages.** Via sa porte-parole mercredi lors d'un point presse régulier, le président démocrate a annoncé qu'il n'envisageait «absolument pas» de retirer sa candidature. Mais selon un proche à qui il s'est confié, Joe Biden lui-même est conscient que s'il ne parvient pas, et vite, à convaincre le public qu'il est à la hauteur de la tâche, il ne pourra pas sauver sa candidature, a dévoilé mercredi le *New York Times*. Cette conversation est la «première indication rendue publique que le Président s'interroge sérieusement» sur son avenir politique, écrit le quotidien new-yorkais. Des premiers officiels s'interrogent, eux, publiquement. Mardi, un premier démocrate en exercice lui a publiquement demandé de se retirer: «Au lieu de rassurer les électeurs, le Président n'a pas réussi à défendre efficacement ses nombreuses réalisations et à exposer les nombreux mensonges de Trump», a regretté Lloyd Doggett, élu texan de la Chambre des représentants. J'ai espoir qu'il prendra la difficulté et douloureuse décision de se retirer. Je l'appelle respectueusement à le faire.

Le président Biden a sauvé

notre démocratie en nous délivrant de Trump en 2020. Il ne doit pas nous livrer à Trump en 2024.»

L'ancienne «speaker» de la Chambre des représentants et élue de Californie Nancy Pelosi, elle-même âgée de 84 ans, a reconnu mardi qu'il était «légitime» de s'interroger sur son état de santé. Quant à la figure la plus influente du parti, Barack Obama, qui avait volé au secours de son ancien vice-président sur X au lendemain du débat, il aurait estimé en privé que le chemin jusqu'à sa réélection, déjà ardu, s'était encore compliqué, selon le *Washington Post*. Pour tenter de donner des gages, à un mois et demi de la convention nationale qui doit officialiser sa candidature, Joe Biden devait rencontrer mercredi soir des gouverneurs démocrates, dont certains de ses plus sérieux remplaçants potentiels – Gavin Newsom (Californie), Wes Moore (Maryland) ou Gretchen Whitmer (Michigan). Il doit donner vendredi une interview télévisée, puis une conférence de presse la semaine prochaine, un agenda remarqué d'autant plus remarquable que la Maison Blanche a toujours limité ses rencontres avec les journalistes. Joe Biden a accordé moins d'interviews que n'importe quel président de l'ère moderne, et moins de conférences de presse que n'importe quel président depuis Ronald Reagan, selon le *American Presidency Project*.

«Je n'ai pas été très malin, j'ai décidé de faire plusieurs fois le tour du monde, en passant par une centaine de fuseaux horaires avant le débat, s'est justifié Joe Biden lors d'un événement de campagne en Virginie, mardi soir. Je n'ai pas écouté mon équipe, je suis revenu et j'ai failli m'endormir sur scène. Ce n'est pas une excuse, mais c'est une explica-



Joe Biden lundi à la Maison Blanche. PHOTO © RANTZ REUTERS

tion.» Dans les trois semaines qui ont précédé le débat, le Président a en effet traversé deux fois l'océan Atlantique pour des réunions avec des dirigeants étrangers, puis s'est envolé d'Italie, où il a participé au G7, vers la Californie pour une collecte de fonds.

«Le mal est fait.» Mais ses absences et incohérences lors du débat ne sont pas, loin de là, une première. La Maison Blanche publie régulièrement des transcriptions corrigées de ses interventions, quand il confond des noms de lieux, de personnes ou des dates. Le 6 juin, lors de

la cérémonie de commémoration de D-Day en France, il a semblé désorienté à plusieurs moments. Le lendemain, il s'est trompé en expliquant au président ukrainien l'objectif d'une nouvelle tranche d'aide militaire. Quelques jours plus tard, il a semblé se figer lors d'une cérémonie. Puis lors d'un discours, d'une voix très faible, il a mis un certain temps à se souvenir du nom de son secrétaire à la Sécurité intérieure, devant les regards gênés de l'assistance. Même si elle l'a trouvé «très énergique» lors d'un récent événement de campagne auquel elle a assisté, la cadre du

Parti démocrate citée plus tôt considère désormais que «le mal est fait». «Rien ne pourra effacer les images de jeudi dernier et leur impact. Il est encore temps de changer de candidat», martèle-t-elle. Si Joe Biden décidait de jeter l'éponge, la vice-présidente, Kamala Harris, aurait clairement sa préférence. Et malgré les «divisions» et les «ambitions», elle est convaincue que le camp démocrate saura se rassembler rapidement derrière un autre candidat. «Nous avons prouvé dans un passé récent que nous pouvions nous unir face au danger. Et nous le ferons à nouveau», prédit-elle. ♦





LIBÉ.FR

### Mort de Naomi Musenga : début du procès de l'opératrice du Samu pour «non-assistance à personne en danger»

Elle avait appelé les secours pour des douleurs abdominales persistantes et des saignements. L'assistante de régulation médicale du centre 15 de Strasbourg, qui avait raillé la jeune femme puis retardé sa prise en charge, est mise en cause pour «ne pas avoir respecté les protocoles». La mort de cette mère de 22 ans, en décembre 2017, avait provoqué une indignation nationale. PHOTO AFP

## Royaume-Uni : «Le Labour est devenu prudent, peut-être un peu trop»

Dans son programme de 133 pages qui promet «*changement*», «*croissance*» et «*création de richesse*», le Labour Party reconnaît l'ampleur de la crise des services publics britanniques, mais ne s'engage pas précisément sur les dépenses à venir. Pour Karl Pike, auteur de *Getting Over New Labour*, *The Party After Blair and Brown* (2024, non traduit), si la formation peut compter sur un fort désir de changement de la part des électeurs qui votent ce jeudi pour élire le Parlement et désigner un Premier ministre, elle héritera en cas de victoire de conditions économiques difficiles et pèche par excès de prudence.

**Ces élections rappellent celles de 1997, lorsque la victoire de Tony Blair semblait inévitable. En quoi sont-elles similaires et différentes à la fois ?**

Au Royaume-Uni, ce sont habituellement les conservateurs qui remportent les élections. Cette fois, le Labour pourrait se retrouver avec une importante majorité, ce qui n'est pas arrivé depuis l'élection de Blair en 1997 et en 2001. Comme à cette époque, on remarque un fort appétit de changement. En re-

vanche, les conditions sont complètement différentes de celles dont Tony Blair a pu bénéficier. En 1997, le New Labour avait récupéré une économie dont la croissance ininterrompue jusqu'à la crise financière lui a permis d'augmenter les dépenses publiques et d'opérer des redistributions à travers le système de protection sociale. Cette fois, la dette publique représente une part bien supérieure de l'économie, et la croissance stagne.

**Keir Starmer, le chef du Labour, a averti qu'il n'avait «pas de baguette magique». Quelle est sa stratégie ?**

Le Labour de Keir Starmer ne s'est pas engagé à rendre le système de protection sociale plus généreux : il a plutôt axé ses promesses sur l'économie, avec le renforcement des droits des travailleurs ou des négociations sectorielles dans le domaine des soins. Cette campagne est un peu étrange, car le pays fait face à de nombreux défis, et les services publics sont sous pression. Le système de santé est en grande difficulté et les infrastructures, comme les trains ou l'évacuation des eaux usées,

sont devenues des symboles de tout ce qui ne va pas. Pourtant, le débat sur comment le Labour entend répondre à ces problèmes n'a pas eu lieu.

**En 2010, le Parti conservateur avait accusé les travaillistes d'avoir trop dépensé d'argent public. Depuis, le Labour a tenté de se forger une image de responsabilité fiscale. A-t-il réussi à tourner la page ?**

Cette théorie efficacement défendue par le Parti conservateur a disparu au moment où Jeremy Corbyn a enregistré des résultats plus encourageants que prévu aux élections de 2017, et n'est pas réapparue depuis. Il n'y a aucun appétit pour ce qui ressemblerait de près ou de loin à de l'austérité. En revanche, le Labour se rappelle qu'il a fallu beaucoup de temps et d'efforts pour rassurer le public. Il est si inquiet à l'idée que les conservateurs puissent à nouveau convaincre les gens que les travaillistes dépensent trop, qu'il a exclu beaucoup de mesures de son programme. Le parti est devenu prudent, possiblement trop prudent. Reste à savoir s'il sera plus auda-

cieux, plus radical et plus en accord avec ses instincts politiques une fois qu'il n'aura plus à s'inquiéter des conservateurs.

**En cas de victoire du Rassemblement national aux législatives françaises, qu'attendrez-vous des relations bilatérales entre la France et le Royaume-Uni ?**

Les sympathies politiques des travaillistes penchent évidemment du côté de la gauche française. Pour autant, lorsque le Labour prendra ses fonctions, il devrait dérouler le même type d'éléments de langage que ceux qu'on a pu entendre par rapport à d'autres gouvernements ailleurs dans le monde – qu'il faut respecter le choix des Français, comme celui des Italiens. La relation avec la France restera tout particulièrement importante, notamment parce que le Labour voudra travailler plus étroitement avec l'Union européenne : il souhaite un partenariat européen sur les questions de sécurité, et veut travailler avec la France sur la question des traversées de la Manche.

Réuni par  
JULIETTE DEMAS  
Correspondante à Londres

L'an dernier, pour ce qui devait être son dernier Tour de France, la question obsédait Mark Cavendish et les suiveurs. Le sprinteur britannique allait-il battre enfin le record d'Eddy Merckx, glaner cette 35<sup>e</sup> victoire d'étape qui l'aurait emmené seul au sommet ? A plusieurs reprises, il n'était pas passé loin. Mais l'histoire s'était achevée à Limoges, dans une chute, la clavicle emportée, le corps râpé par le bitume, les larmes devenant rivière. On lui avait dit au revoir, écrit quelques élégies, allez, à toi le raccourci de l'île de Man, salut, bravo et merci. Et puis : il a changé d'avis, à 39 ans, convaincu par ses proches et son équipe Astana. Il a décidé de remplir et a traîné sa peine sur les routes d'Europe depuis le début de la saison, en Suisse, en Turquie... Lors de la première étape, samedi en Italie, on a bien cru qu'il abandonnerait. Plus personne ne croyait sérieusement en sa capacité de ramener une dernière victoire. Le meilleur moyen, sans doute, d'être oublié et d'échapper à la pression. L'étape du jour entre Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) et Saint-Vulbas (Ain) s'est révélée parfaite. Cavendish a fait ce qu'il maîtrise de mieux : slalomer entre les bolides lancés à une vitesse folle, s'accrocher à eux, et, le bon moment, bondir comme une boule de flipper nucléaire. Il a remporté sa 35<sup>e</sup> étape.

QUENTIN GIRARD (envoyé spécial sur le Tour)  
Article à lire en intégralité sur Libération.fr

### Transport Avant les JO, Jean Castex prolongé à la tête de la RATP



Reconverti fin 2022 comme PDG de la RATP, l'ex-Premier ministre Jean Castex conservera son poste pour l'été et les JO, au moins. Alors que son mandat devait s'achever le 22 juillet, un arrêté signé des ministres de l'Économie et de la Transition écologique a officialisé mercredi sa reconduction à compter du

23 juillet, sans mentionner de date de fin à cet intérim. Jean Castex avait été proposé le 3 juin par Emmanuel Macron pour un deuxième mandat. Mais sa nomination doit être adoubee par les commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat. Or la dissolution, qui devrait entraîner une mise en minorité du camp présidentiel à l'issue du second tour dimanche, a suspendu cette procédure et rend la nomination incertaine. Le premier syndicat chez les conducteurs du métro, Force ouvrière-RATP, a appelé mi-juin au renouvellement du PDG, dans l'espoir d'assurer une stabilité à la tête du groupe de transport public. «Après plusieurs années de disette tant sur le dialogue social que sur la reconnaissance de nos métiers, nous avons réussi avec le PDG actuel à restaurer un dialogue social responsable pour le bien des salariés et de l'entreprise», écrivait FO.

## Le cinéaste Benoît Jacquot mis en examen pour viols

Le cinéaste Benoît Jacquot, 77 ans, accusé de violences sexuelles, notamment par Judith Godrèche, a été mis en examen pour viols sur les actrices Julia Roy, en 2013, et Isild Le Besco, entre 1998 et 2000, et placé sous contrôle judiciaire, a indiqué mercredi soir le parquet de Paris. Le septuagénaire a également été mis en examen pour violences volontaires et agression sexuelle sur Julia Roy. La juge d'instruction l'a aussi placé sous le statut plus favorable de témoin assisté pour viols conjugués sur Julia Roy en 2007 et sur Isild Le Besco entre 2014 et 2018. Benoît Jacquot a été présenté

à la justice au terme de 48 heures de garde à vue tandis que Jacques Doillon, 80 ans, également accusé par Judith Godrèche, a été relâché mardi «pour des raisons médicales», selon des sources proches du dossier. Le ministère public doit encore définir «les modalités des suites à donner» concernant ce dernier (lire ci-contre).

Jacquot et Doillon avaient été convoqués lundi matin à la Brigade de protection des mineurs dans le cadre d'une enquête du parquet de Paris ouverte pour viol sur mineur de 15 ans par personne ayant autorité, viol, violences par concubinage, et agression

sexuelle sur mineur de plus de 15 ans par personne ayant autorité. Julia Roy, 42 ans de moins que Jacquot, a porté plainte pour agression sexuelle dans un «contexte de violences et de contrainte morale qui a duré plusieurs années». Isild Le Besco a, elle, déposé plainte fin mai contre Jacquot pour viols sur mineur de plus de 15 ans et viols. Cette dernière a aussi déclaré avoir subi les avances de Jacques Doillon pendant des séances de travail, tandis que l'actrice Anna Mouglalis a accusé le cinéaste de l'avoir embrassée de force à son domicile en 2011.

(avec AFP)

LIBÉ.FR

«Il a marqué mon corps, il voulait montrer que je lui appartenais encore».

Alors que la garde à vue de Jacques Doillon a été levée pour raison de santé, Libération a recueilli le témoignage de Joë, qui l'accuse de viols pendant leur relation puis après leur rupture. Si les faits sont reconnus par la justice, Joë sera une victime non prescrite du cinéaste. L'acte de porter plainte a été mûrement réfléchi : «J'y pensais depuis longtemps. Je ne passais pas le cap. Notre fille a 13 ans. C'est délicat de porter plainte contre le père de son enfant.» Par ailleurs, le quotidien le Monde révèle deux autres plantes.



# ROLAND DUMAS

## Honneurs et scandales du mitterrandisme

« **C**e qui est droit, c'est emmerdant », chantaient Roland Dumas à la fin de sa vie. Une vie comme on en lit dans la *Comédie humaine*, remplie de gloire et d'opprobre, d'argent et de pouvoir, de femmes et d'intrigues. A voir l'œil qui frisait de ce centenaire, dernier prince mitterrandien cloué sur son fauteuil, l'aventure avait sûrement été palpitante. Dans son rez-de-chaussée sombre de l'île Saint-Louis, entouré de ses chers tableaux signés Chagall, Picasso ou Giacometti, il recevait ses visiteurs comme un noble florentin, tendant une main blanche que les hommes redoutaient de briser. « *Embrassez-moi* », lançait-il aux femmes, toujours charmeur avec son col roulé de cachemire noir et sa chevelure argentée. Puis Roland Dumas remontait le cours de son existence plus sinueuse que la Vienne, rivière de son enfance où il pêchait la truite. Sa mémoire était restée puissante, il en connaissait chaque méandre, pilotait entre les succès et les scandales, la lumière et la pénombre.

Pour le situer au temps de sa splendeur, sachons que son ami Picasso le surnommait Alexandre en hommage aux autres Dumas. Qu'il portait des bottines Berluti à 11 000 francs payées par Elf-Aquitaine. Et que Georges Mitterrand sonnait « l'ami Roland » à toute heure, même quand il était son ministre des Affaires étrangères. « *J'ai un petit service à vous demander* », c'était leur code pour les missions secrètes, raisons d'Etat ou combi-nés déraisonnables.

### Face aux chars allemands

Très longtemps auparavant, le 23 août 1922, Mitterrand n'a que 6 ans et vit dans la Charente toute proche quand naît à Limoges Roland Dumas, fils de Georges Dumas, limougeaud et fils de paysans, et Elisabeth Lecanuet, normande et fille de paysans. Il est petit fon-

Avocat flamboyant et tortueux, homme des basses œuvres de Mitterrand avant d'être ministre des Affaires étrangères, l'ancien résistant aura fini sa carrière politique dans l'affaire Elf, incarnation des sommets et dérives des années 1980. Il est mort mercredi à 101 ans.

Par  
**PASCAL NIVELLE**

### DISPARITION

tionnaire, elle mère au foyer de trois enfants. Dans la petite maison de ville, pas de tableaux de maîtres mais le portrait de Léon Blum dans une assiette de porcelaine accrochée au mur de la cuisine. La vie est simple, réglée comme un formulaire de l'octroi, où travaille Georges Dumas, syndicaliste CGT et franc-maçon. Lever à 5 heures pour réviser les cours, lecture du *Populaire du Centre*, tableaux d'honneur, vacances à la ferme grand-maternelle dans le Cotentin.

Chaque mois, rituel immuable, Georges remet sa maigre paye à ses enfants qui l'offrent à leur mère. Fin 1937, le Front populaire bat de l'aile mais Dumas père y croit encore. « *Souviens-toi de cet homme* », dit-il à son fils de 14 ans, qu'il a entraîné à un meeting de Léon Blum à Limoges. La même année, la famille monte à Paris pour l'Exposition universelle. Au pavillon de l'Espagne, Roland reste en arrêt devant une

toile de huit mètres sur quatre, *Guer-nica* de Picasso. En 1931, dans presque un demi-siècle, il sera l'exécuteur testamentaire du peintre, chargé de l'envoi du tableau à Madrid, capitale délivrée du franquisme. Pour l'heure, la guerre d'Espagne et les Brigades internationales, promesses d'aventures, le fascinent. A voir les oriflammes à croix gammées sur le pavillon allemand, il pressent que le temps des cerises n'est pas fait pour durer.

En 1942, envoyé par son père étudier le droit et les sciences politiques, il est à Lyon. La Résistance s'y est implantée en même temps que la riposte allemande incarnée par Klaus Barbie, chef de la Gestapo. Georges, gaulliste de la première heure, a mis son fils en contact avec le père Sage, ancien copain de régiment de la guerre de 14. L'abbé fournit des certificats de baptêmes aux Juifs qui veulent passer en Suisse, Roland et ses amis étudiants

leur font franchir la frontière. En mai 1942, bien que déjà mélo-mane, il participe à des manifestations contre la venue de la Philharmonie de Berlin à Lyon. Cela lui vaut d'être arrêté et transféré au centre d'internement du fort Barraux dans l'Isère. Il en sort après quelques semaines, grâce à l'abbé Sage, pour rejoindre les Chantiers de jeunesse de Pétain dans l'Allier.

Blouson de cuir, béret et pantalon vert, les copains partent en chantant pour le STO en Allemagne. Grâce à son père, qui deviendra bientôt chef de l'Armée secrète en Limousin, Roland Dumas s'exilte et entame une double vie à Limoges, employé au Commissariat général de la main-d'œuvre et petite main de la Résistance. Quelques mois plus tard, il se retranche à Paris, devenu Robert Faure, né à Bourges et inscrit à la faculté de droit. C'est là que tombe la pire des nouvelles. Le 26 mars 1944, Georges, son père adoré a été arrêté et fusillé par la Gestapo à Brantôme (Dordogne). L'été suivant, Roland Dumas est sur les barricades du boulevard Raspail, face aux chars allemands. Après la Libération, chargé de famille, il n'aura plus qu'une idée en tête, vivre et réussir.

### Jeune Don Juan

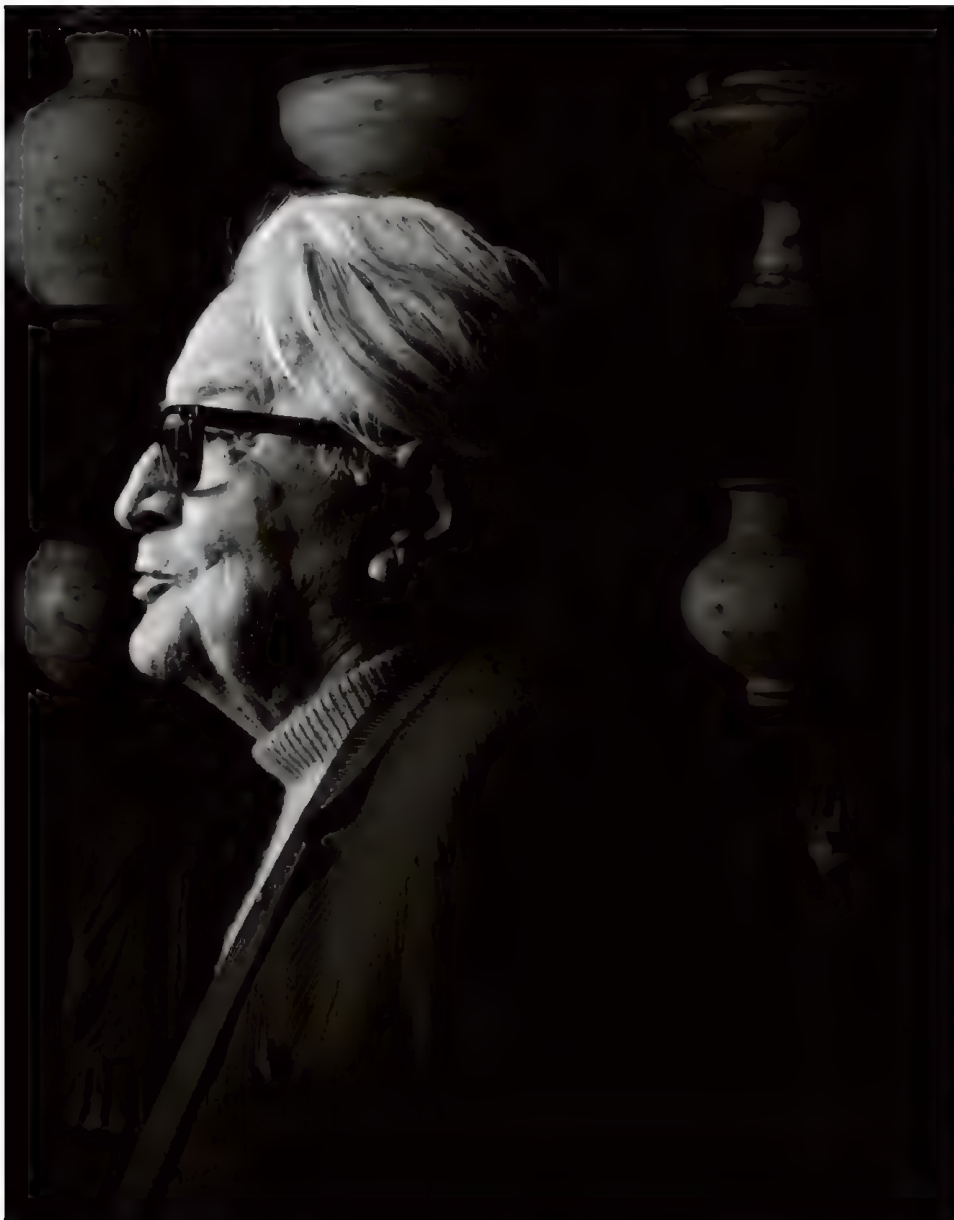
En 1950, c'est la vie de bohème. Avocat sans le sou, séparé d'une première épouse grecque, Théodora, et remis en ménage avec une diva d'opérette, Maria Murano, Roland Dumas est fou de bel canto. En 1954, il sera président d'honneur d'Opéra, et sa maîtresse Christine Deviers-Joncour la trésorière. Cette association dévouée à la promotion des jeunes talents lyriques attirera l'œil des juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, parties à la recherche du trésor d'Elf disparu...

Mais on en est encore à l'âge d'or, l'ascension d'un jeune Don Juan dans les années 50. Entre deux répétitions de sa belle à l'Opéra-Co-

Roland Dumas, chez lui, à Paris, en 1995. PHOTO BRUNO CHAROY

mique, Roland Dumas pige pour une petite agence de presse économique en rêvant de devenir un ténor du barreau. La Résistance et un vicié ami de son père, Georges Guingouin, vont se rappeler à lui. Stagiaire chez un avocat parisien peu connu, il reçoit le dossier de ce résistant communiste, maire de Limoges, compagnon de la Libération en 1945. De héros, Guingouin est devenu un chef criminel, entraîné en justice et dans les hôpitaux psychia-





triques, accusé d'avoir liquidé des camarades dans le maquis et fait disparaître les témoins. Hormis de rares Parisiens, François Mauriac ou Claude Bourdet, de *France Observateur*, personne n'a pris sa défense. Le dossier, plombé par les règlements de comptes de l'épuration, est trop lourd pour le petit cabinet d'avocats de Roland Dumas, qui fait appel à une pointure du barreau, Henry Torrès. Celui-ci délègue l'affaire à un jeune stagiaire promet-

teur de son cabinet, Robert Badinter. En 1953, Robert et Roland se retrouvent dans un train pour Limoges. Aucun des deux n'a encore jamais plaidé, ils vont reprendre l'enquête, retrouver des témoins et Roland Dumas finira par arracher un non-lieu en 1959. L'affaire est le début d'un long compagnonnage, qui les fera se retrouver au Conseil des ministres, l'un garde des Sceaux, l'autre ministre des Affaires Étrangères. Les

## «Mitterrand a deux avocats, Badinter pour le droit et Dumas pour le tordu.»

Roger-Patrice Pelat industriel proche de François Mitterrand, dans les années 90

deux avocats de la mitterrandie ont beaucoup en commun. Mondains, ambitieux, beaux garçons, respectivement épris d'une cantatrice (Maria Murano) et d'une actrice (Anne Vernon), ils épouseront des héritières, Anne-Marie Lillet, fortune bordelaise, et Elisabeth Bleustein-Blanchet, qui succédera à son père au conseil de surveillance de Publicis. De milieu modeste, ils ont chacun perdu leur père pendant la guerre et ont une revanche à pren-

dre sur la vie. Dans les prétoires, ces deux avocats se disputeront bientôt les dossiers de célébrités et les héritages prestigieux. Dans les salons, ils feront la cour à Carmen Tessier, la chroniqueuse des «Potins de la commère» de *France-Soir*, qui les introduit à Villennes chez les Lazarreff et les Bleustein-Blanchet, où se croisent les puissants autour des tables de ping-pong et des courts de tennis.

Dans les cercles mitterrandiens, ils se disputeront les faveurs du prince. Mitterrand, cachottier notoire, saura les mettre en concurrence et utiliser chacun pour ses qualités. Ils s'épiaient de loin : «Tu vois le patron?» demandaient-ils innocemment quand ils se croisaient. A la fin du siècle, un bon mot de Roger-Patrice Pelat, l'industriel ami du Président, fera le tour du PS, où Roland Dumas n'est pas en odeur de sainteté : «Mitterrand a deux avocats, Badinter pour le droit et Dumas pour le tordu.»

A cette époque, à mesure que la cote de Badinter s'élève, celle de Dumas sombre. Leur dernier moment d'intimité aura lieu dans un petit avion militaire en route pour Jarnac en janvier 1996. Côté à côté devant le cercueil de François Mitterrand, l'ancien président du Conseil constitutionnel Robert Badinter, auréolé à jamais de son combat contre la peine de mort, et Roland Dumas, qui lui a succédé l'année précédente à l'Assemblée des «sages». Ils ne s'adressent pas la parole pendant le vol : Badinter discute avec Anne Pugeot, Dumas avec Danielle Mitterrand, chacun dans le rôle attribué par Mitterrand. A Roland, les visites à Larché, dans la famille légitime. A Robert, les réveillons dans les palaces en Egypte avec la famille morganatique. «L'ambiance était lugubre dans cet avion, nous a raconté Roland Dumas, Robert était très distant avec moi, nous étions en rivalité.»

## «Choquer le bourgeois»

Sous la IV<sup>e</sup> République, Roland Dumas a encore une bonne longueur d'avance dans l'estime de François Mitterrand. Aux législatives de 1956, il a réussi à monter en quelques jours une liste attrape-tout à Limoges, qui mélange des socialistes, des communistes, des francs-maçons, des dissidents de tous bords. Même Pierre Poujade, héraut populiste, a appelé à voter pour lui. Bluffé, Mitterrand, garde des Sceaux du gouvernement Guy Mollet, l'a appelé le soir de son élection pour le féliciter et lui demander de devenir son avocat. Ils vont se revoir souvent, partageront le goût pour les femmes, la peinture, les livres, le pouvoir. Sans jamais évoquer ce qui les oppose, l'Algérie encore française. Numéro 3 du gouvernement pendant le conflit, Mitterrand fait tomber les têtes de militants FLN et s'oppose mollement à la torture.

A l'Assemblée, le député de la Haute-Vienne, anticolonialiste et toujours hanté par la Gestapo, exhorte les appelés du contingent à désertir. Cela n'empêche pas la complicité dans le cercle privé. En 2018, effeuillant **Suite page 18**



Suite de la page 17 sa mémoire, Roland Dumas nous a confié un épisode qui résume sa relation avec le Président. Au milieu des années 90, un manuscrit de l'écrivain Jean-Edern Hallier, *l'Honneur perdu de François Mitterrand*, qui révélait sa double vie et l'existence de sa fille Mazarine, circulait chez les éditeurs parisiens. La veille de la publication, Roland Dumas s'est procuré un exemplaire et a foncé à l'Élysée le montrer à Mitterrand. «*Il tournait les pages en disant : "Salopard, salopard." Puis il a levé les yeux et m'a dit : "Roland, je vais te demander un dernier service. Va voir Danielle et montre-lui le livre." J'y suis allé, très embarrassé, mais elle m'a arrêté tout de suite : "C'est inutile, je sais tout depuis le début." Ils n'en avaient jamais parlé !*»

En octobre 1959, Roland Dumas soutient François Mitterrand pendant sa traversée du désert. L'ancien ministre, qui n'est plus que sénateur-maire socialiste de Châteaubleau depuis le retour du général de Gaulle, s'est entouré d'une petite dizaine de fidèles, qui se serrent les coudes. Lors de la lamentable affaire du faux attentat des jardins de l'Observatoire, qui menace de coteler définitivement son mentor, Dumas vient plaider sa cause au Sénat. «*Un choix judiciaire autant que politique*, expliquera-t-il en 2011 dans un livre de souvenirs (1). *Je lui suis resté fidèle, tout le monde ne peut pas en dire autant.*»

En 1965, François Mitterrand se présente à la présidentielle et Roland Dumas est à la manœuvre. Il fédère les antigauillistes, négocie le soutien des communistes et même, au deuxième tour, celui du candidat d'extrême droite, l'avocat Jean-Louis Tixier-Vignancourt. Le scénario se répète en 1988 quand François Mitterrand sollicitera un second mandat. Roland Dumas dinera avec un ex-collabo membre du bureau politique du FN, Roland Gaucher, pour s'assurer que Jean-Marie Le Pen combattrait Chirac et non son ami François.

### «Du côté du Diable»

Pendant la longue marche de Mitterrand, Dumas construit son nid et son carnet d'adresses. Il vit à deux pas des Mitterrand rue de Bièvre et a établi son cabinet sur l'île Saint-Louis, dans l'ancien atelier de Camille Claudel. Sa carrière d'avocat décolle. Associé un temps avec Jean-Marie Varaut, royaliste aux sympathies très à droite, il est aussi l'ami de Jacques Vergès, avocat de l'extrême gauche et du FLN. En pleine guerre d'Algérie, tous deux jouent la provocation au procès des porteurs de valises. Vergès défend le FLN, Dumas, Francis Jeanson, le chef du réseau, ils sèchent les audiences et n'hésitent pas à produire des faux, comme cette lettre de Jean-Paul Sartre, écrite au bistro : «*Si le FLN me demande de transporter des armes, je le ferai.*» Dandy toujours, il se défendra en souriant : «*J'ai toujours le bourgeois.*» Et les socialistes, pourrait-on ajouter.

Trop mondain, trop libertain, trop individualiste, l'amateur de bel canto n'est pas en odeur de sainteté



Avec François Mitterrand, au Conseil européen à Bruxelles en mars 1985. PHOTO: NEWSPHOTO/AMMA RAPLO

**En 1981, il est certain d'entrer au gouvernement mais il reste sur la touche et assiste, blessé, à la nomination éclatante de Robert Badinter.**

chez les militants en velours côtelé. On lui reproche ses amitiés éclectiques, sa proximité avec le groupe des 21, une association d'hommes politiques à laquelle appartient aussi Charles Pasqua, le grogard gaulliste. Il ignore les critiques, invoque les liens troubles et indéfectibles de la Résistance : «*Des Croix de feu, des types d'extrême droite, nous avaient rejoints. Au même moment, avec mon père, nous étions allés voir un député SFTO pour le convaincre de prendre la tête d'un maquis. Il avait refusé, disant qu'il fallait faire confiance au Maréchal. Tout est plus complexe qu'on veut le croire.*» À chaque élection, François Mitterrand, qui n'est pas en reste en termes d'amitiés tortueuses, intervient pour lui trouver des circonscriptions en or. Brive-La Gaillarde en 1967, Périgueux en 1981.

Dans les années 60, Dumas fait son nid et sa pelote. Ami de Chagall, de Giacometti et du marchand art Daniel-Henry Kahnweiler, il défend leurs intérêts devant la justice, il guide les successions et se paie parfois en nature. À 40 ans, au faite de son charme, il est marié avec Anne-

Marie Lillet, héritière du Bordelais avec laquelle il aura trois enfants, dont l'un, Damien, a pour parrain François Mitterrand. Roland Dumas est riche, il aime l'argent et ne s'en cache pas : «*J'en ai manqué dans ma jeunesse... Il faut en avoir pour être libre*», dit-il au *Monde*. Dans les années 80, à l'occasion d'un cambriolage dans sa maison de Saint-Selve (Gironde), les policiers découvriront avec ébahissement sa collection d'art. Franc-maçon, socialiste, diva du barreau, Dumas a monté les marches du pouvoir quatre à quatre. En vingt ans, son palmarès d'avocat couvre l'histoire de France.

Souvent «*du côté du Diable*», aime-t-il dire, il enchaîne les affaires : Ben Barka (1965), Markovitch (1968), Abou Daoud, cerveau de la prise d'otages de Munich (1972), l'assassinat du prince de Broglie (1976). Diamants de Bokassa, plombiers du *Carnard enchaîné*, affaire Foccart, Dumas bémone sa carrière tout en minant celle de Giscard, que François Mitterrand battra de justesse en 1981. Entre les deux tours de la présidentielle sort opportunément l'affaire Papon, dont certains estiment qu'elle a été décisive dans la victoire de Mitterrand. Le dossier d'accusation, qui cible le ministre du Budget de Raymond Barre, a été apporté par un ancien résistant communiste du Sud-Ouest, vieille connaissance de Georges Guinguin, le premier client de Roland Dumas...

### «Naufrage»

Le 21 mai 1981, rose à la main, François Mitterrand remonte la rue Soufflot jusqu'au Panthéon. Roland Dumas est au premier rang, dans un éclatant costume crème. Son ami Plácido Domingo fait s'envoler

la *Marseillaise* dans les aigus. L'avocat est certain, à cet instant, d'entrer au Conseil des ministres. Mais il reste sur la touche. L'avocat Dumas vient d'obtenir la réouverture d'un cercle de jeux contrôlé par la pègre, l'heure n'est pas au mélange des genres dans l'euphorie qui rappelle celle du Front populaire. Blessé, il assiste à la nomination éclatante de Robert Badinter à la Justice, «*qu'une vie j'y avais songé*, confiera-t-il. Mais il continue de servir. Mitterrand, médiant à l'égard des diplomates, lui confie des missions officielles auprès de dictateurs que le Quai d'Orsay tient à distance.

Roland Dumas ne s'embarrasse pas d'états d'âme. Il rencontre Hafez al-Assad, console son ancien client Omar Bongo de l'arrivée des socialistes en France, se rapproche de Kadhafi. Bientôt, il s'en entretient dans la Francophonie. En 1983, la vague rose retombe, il entre enfin mais par la petite porte au Quai d'Orsay, ministre des Affaires européennes. Un an plus tard, il devient le patron controversé de la diplomatie française. Adepte de la réalpolitik, il ne rend de comptes qu'à son ami François Mitterrand. À ce poste, dira-t-il, «*on ne rencontre pas de curés ou des papes... ou alors on démissionne*».

Ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1986, année où il se fait réélire et nommer président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée grâce aux voix du FN. Reconduct en 1988 au Quai d'Orsay, il y reste jusqu'en 1993, année du traité de Maastricht. Puis il succède à Robert Badinter au Conseil constitutionnel, dont il démissionnera en 2000 sous les sifflets de l'affaire Elf. La mort de Mitterrand, en 1996,

a signifié la fin de partie pour Roland Dumas, le laissant sans filet. Sans personne désormais pour le défendre ou le mettre en garde, il continue de prendre des risques. Mais c'est du banc des accusés qu'il suit les procès. L'affaire Elf, concentré de corruption et de mariage, le montre en train de valser avec des millions en compagnie de sa maîtresse Christine Deviens-Joncour. Il sera condamné en première instance à six mois ferme et relaxé en appel en 2003. La succession Giacometti (douze mois avec sursis et 150 000 euros d'amende) lève le voile sur sa collection d'art.

Roland Dumas semble définitivement passé de l'autre côté du prétoire, mis au banc de l'histoire. Mais cette séquence judiciaire terminée, il reprend du service au barreau, pour ses anciennes connaissances africaines, Laurent Gbagbo notamment. À 80 ans passés, lâché par tous, l'ancien ministre continue de silloner la planète, appuyé sur la canne de son père. Mais ce n'est plus pour le bien des socialistes. Le fils de Georges Dumas, le maquisard dont une rue porte le nom à Limoges, flirtait avec la droite extrême. Il s'affiche avec Dieudonné. Bruno Gollnisch, Jany Le Pen... Les vieux compagnons de route de Mitterrand n'ont plus qu'un mot à la bouche, «*naufrage*». Dans ses dernières années, incapable de se lever de son grand fauteuil de ministre, entouré de photos de lui avec Gorbatchev et Reagan dans son repaire du quai Bourbon, le vieux séducteur à la mèche blanche continuait de sourire. L'air de dire : «*On s'est tant amusé.*»

(1) Coupes et blessures, le Cherche Midi, 2011.







IDÉES/

# RN au pouvoir : le risque d'un climatoscpticisme d'Etat

L'amplification des catastrophes climatiques et la montée du fascisme se conjuguent. Qu'elle se revendique ou non écologiste, l'extrême droite porte un projet politique réactionnaire et violent pour les plus vulnérables. S'y opposer doit rester le cap de l'engagement progressiste, affirment la militante écologiste et le géographe.



La France est assommée par deux réalités qui ne font que s'amplifier : les catastrophes écologiques et la possible accession au pouvoir de l'extrême droite. Toutes deux semblent s'entretenir : les résultats du premier tour des élections législatives reflètent cette dynamique mortifère. Comment désastre écologique et montée du fascisme se conjuguent-ils ?

Le Front national assumait hier son climatoscpticisme. En 2010, la première conférence tenue par

le parti sur le sujet s'intitulait : « Changement climatique : mythe ou réalité ? ». Spoiler, Jean-Marie Le Pen y parlait de catastrophe visant à faire accepter une nouvelle vague migratoire. Cette vision des choses n'a pas disparu : en 2023, le député Thomas Ménagé accusait sur France Inter le Giec d'« exagérer », et appelait à tempérer les données de ses rapports.

## INVISIBILISATION

Plus inquiétant encore, il semble que le vote d'extrême droite ne diminue pas avec l'aggravation des conséquences du réchauffement climatique global, même lors d'épisodes extrêmes. Ce serait même plutôt l'inverse : en Suède, à la suite des canicules de l'été 2018, le parti nationaliste les Démocrates de Suède a obtenu ses meilleurs résultats – notamment dans les régions les plus touchées par les mégafeuux nés de ces vagues de chaleur – en appuyant son programme sur la suppression d'une taxe sur l'énergie fossile. De nombreux travaux sociologiques

indiquent que les sympathisants des partis d'extrême droite semblent peu préoccupés par la dégradation de l'environnement. Cela peut s'expliquer par le fait que les effets des ravages écologiques sont, pour le moment, racialement discriminants. Les principales victimes sont des populations non blanches vivant au sein de pays non occidentaux. L'invisibilisation est double, tant du côté des responsabilités du ravage en cours que de celui des effets sur les populations : canicule en cours en Inde qui a fait des milliers de morts, sécheresses au Soudan, déplacement d'un million de personnes aux Philippines à cause d'un cyclone, malnutrition au Tchad après l'assèchement du lac homonyme... Les responsabilités occidentales passent aussi sous les radars : exportation de nombreux déchets toxiques occidentaux vers certains pays africains, invisibilisation des effets environnementaux de la dépendance occidentale en matières premières extraites dans les Sud, etc.

L'extrême droite contemporaine, en particulier dans ses formes électorales, apparaît donc comme répulsive à toute politique concrète sur le plan écologique. Chaque fois qu'elle est au pouvoir, son action conduit à un massacre environnemental. Dans le Brésil de Jair Bolsonaro, le nombre de kilomètres carrés de la forêt amazonienne détruit chaque année y a pratiquement doublé (par rapport à 2018). En Norvège, le parti d'extrême droite Fremskrittspartiet intégré au gouvernement de coalition conservateur s'est vu offrir le ministère du Pétrole et de l'Energie de 2013 à 2019. La production de pétrole, qui diminuait pourtant depuis 2004, s'est envolée. Le RN n'est pas différent. A toutes les échelles, ses élus votent systématiquement contre les textes ambitieux sur le plan climatique et environnemental, au niveau national comme international : contre la loi européenne de restauration de la nature, contre le Green Deal européen, contre l'accélération de la pro-

duction d'énergies renouvelables en France, contre une résolution invitant le gouvernement à suspendre l'exploitation minière des fonds marins, abstention sur la loi visant à interdire les polluants éternels, contre la mise en place d'un fonds social pour le climat pour permettre aux plus précaires de rénover leurs bâtiments ou d'acquiescer une voiture électrique, contre la réduction des déchets d'emballages et la destruction des invendus vestimentaires, etc. Le programme du RN aux européennes de 2024 fut sans surprise pointé du doigt pour sa grande insuffisance écologique.

## «CARBOFASCISME»

Parler de climatoscpticisme pour qualifier le RN aujourd'hui est insuffisant : l'extrême droite n'est pas toujours « indifférente » aux questions écologiques, elle compose aussi avec les questions écologiques pour faire avancer son programme raciste et réactionnaire. Sur le plan climatique, elle incarne ce que l'on pourrait



Par  
**CAMILLE  
ETIENNE**  
militante écologiste et

**ANTOINE DUBIAU**  
géographe doctorant  
à l'université de Genève





Mario Le Pen, Steve Brice, à Hénin-Beaumont en 2023. PHOTO : RÉFLEXIONS HANS LUCAS

appeler un «carbofascisme» (1). Le mot désigne une convergence d'intérêts dans la défense des énergies fossiles entre l'industrie des hydrocarbures, qui cherche à préserver ses intérêts économiques directs peu importe la réalité climatique, et l'extrême droite, qui défend des modes de vie impériaux qui reposent particulièrement sur l'exploitation des ressources (notamment en hydrocarbures) et des populations non occidentales. Toutes deux s'accordent ainsi sur la perpétuation de l'exploitation des hydrocarbures. Le climatocriticisme n'est ainsi qu'une façade d'un projet politique plus profond.

Ce carbofascisme est le produit d'une longue histoire de la dépendance du fascisme à l'égard des énergies fossiles, avant même l'émergence d'une conscience climatique. Après l'invention d'un procédé de transformation du lignite en pétrole par des chimistes allemands, le III<sup>e</sup> Reich fit reposer une partie de sa puissance indus-

trielle sur l'exploitation des hydrocarbures. Le contrôle militaire de l'exploitation du charbon constituait l'une des forces du régime nazi, qui ne s'arrêta pas à puiser sa stratégie d'expansion vers l'Est consistait à s'emparer de ressources pétrolières – en Roumanie dès 1940, puis lors de l'opération Barbarossa contre l'Union soviétique. Le recours massif aux hydrocarbures était l'outil de la domination nazie, mais aussi la justification de son projet raciste : c'est précisément la capacité supérieure à dominer la nature qui légitimait la supériorité aryenne.

#### ENRACINEMENT

Si les partis d'extrême droite s'ancrent indiscutablement dans le carbofascisme, certains idéologues et groupuscules fascistes ont, eux, choisi une autre voie en développant une conception politique de l'écologie empreinte de préoccupations identitaires, organisée autour de la protection du territoire – de sa population comme de son environnement –

le cœur de leur projet politique. Cet «écofascisme» (2) repose sur l'actualisation écologique d'une notion historique de l'extrême droite européenne, celle de l'enracinement. Les communautés humaines seraient liées à leur territoire d'origine, avec lequel elles seraient en harmonie naturelle – aussi bien écologique que métaphysique. Le rejet de toute forme d'immigration repose sur des arguments présentés comme écologiques pour légitimer la défense de communautés autarciques, patriarcales et racialement homogènes. Cette justifica-

**Il semble que le vote d'extrême droite ne diminue pas avec l'aggravation des conséquences du réchauffement climatique global.**

tion écologique de la fermeture des frontières semble se dessiner dans les discours de l'extrême droite contemporaine, en mettant en avant le fait que le territoire national ne peut accueillir une population trop grande par rapport aux ressources dont il dispose.

Nombre de politiques environnementales déjà mises en œuvre à travers le monde sont déjà teintées de racisme. Dans plusieurs pays d'Afrique sous domination néocoloniale, la protection de la nature pilotée par des organisations conservatrices occidentales repose sur l'expulsion et la répression violente des populations locales (3). Dans les pays occidentaux, un puissant «racisme environnemental» s'exerce contre certaines populations non blanches : les activités polluantes sont souvent situées à proximité des quartiers où elles sont reléguées (4). En France, les aires d'accueil où sont assignés les «gens du voyage» sont extrêmement polluées et dangereuses pour la santé (5).

Si elle arrivait au pouvoir, l'extrême droite s'accommoderait de ces politiques environnementales déjà empreintes de racisme, voire les radicaliserait. Elle dispose, en effet, d'un profond réservoir idéologique et de politiques environnementales déjà mises en œuvre pour écologiser son discours, comme lorsque Jordan Bardella déclarait que «le meilleur allié de l'écologie, c'est la frontière» en 2019.

#### VISION RÉACTIONNAIRE

On peut facilement imaginer comment pourrait être décliné cet argument : protéger les espèces en danger sur le territoire national, tout en faisant mourir les migrants en mer en refusant de les accueillir. Ni Reconquête ni le Rassemblement national ne deviendront écofascistes à court terme, mais une vision réactionnaire de l'écologie pourrait prendre de l'importance dans leurs analyses et leurs projets.

Carbofascisme et écofascisme ne s'opposent pas strictement : tous deux ont des périmètres d'expression assez différents. Le premier peut s'incarner à l'échelle étatique tandis que le second est localiste. Le carbofascisme concerne essentiellement le problème climatique (global) et l'énergie, tandis que l'écofascisme s'intéresse aux autres pollutions et à la destruction (locale) de la biodiversité. Mais cela ne doit pas masquer les continuités entre les deux – un projet politique fondamentalement raciste – ni leurs complémentarités. Qu'elle se revendique ou non écolo-giste, l'extrême droite défend un projet politique réactionnaire et violent pour les plus vulnérables. Combattre cette perspective doit rester le cap de l'engagement progressiste. Pour autant, surveiller attentivement l'évolution des discours et projets de l'extrême droite sur la question écologique permet de mieux s'y opposer. Dans l'immédiat, faire barrage à l'extrême droite dans les urnes est un impératif écologique. Une nécessité absolue. ➤

(1) Fascisme fossile. L'extrême droite, l'énergie, le climat. Zetkin Collective (la Fabrique).

(2) Ecofascismes, d'Antoine Dubiau (Gevia).

(3) L'invention du colonialisme vert, de Guillaume Blais (Flammarion).

(4) La nature est un champ de bataille, de Razmig Keucheyan («Zones», la Découverte).

(5) Où sont les «gens du voyage» ? de William Achter (Éditions du commun).

## IDÉES/

# Les Marches des fiertés, fers de lance historiques contre l'extrême droite

**Conséquence inattendue de la dissolution, la campagne des législatives se déroule pendant le mois des «Pride», qui se retrouvent en première ligne contre le vote RN. Une démonstration de force qui rappelle la place de l'antifascisme dans les luttes LGBT.**

Par  
**ADRIEN NASELLI**

«**I**l court, il court Le Pen/Il ne passera pas par moi.» En 1987, le nom le plus emblématique de l'extrême droite française figure sur les affiches de la Gay Pride (1). Elles représentent un triangle rose qui contient l'expression «sidaïque», terme employé par Jean-Marie Le Pen sur Antenne 2 quelques mois plus tôt : «Le sidaïque [...] est une espèce de lépreux. Et celui-là, je souhaiterais qu'il soit dans un centre.» Le mensuel *Gai Pied* consacrait son édit de février 1984 à cet homme politique qui avait qualifié l'homosexualité d'«anomalie biologique et sociale» : «Sa position à l'égard des homosexuels est la même que celle envers les immigrés : "Je n'ai rien contre, mais il faut qu'ils s'en aillent"» peut-on lire.

Quarante ans plus tard, à la veille du second tour des législatives, les Marches des fiertés de Marseille, d'Annecy et de Quimper, qui s'élanceront samedi prochain, seront probablement à nouveau saturées de banderoles contre Le Pen – la fille cette fois. Comme l'a été, samedi dernier, celle de Paris : dans une tribune à *Télu*, l'Inter-LGBT qui organisait l'événement avait appelé à «marcher sur l'extrême droite». Pour le collectif LGBT\* anticapitaliste Les Inverti·e·s, qui inonde réseaux sociaux, clubs LGBT et manifestations contre la réforme des retraites de slogans antifascistes en musique depuis deux ans, c'est l'occasion pour les Marches organisées dans toute la France de renouer avec leur rôle dans la lutte contre l'extrême droite et le fascisme.

## «ARC-EN-CIEL ANTIFASCISTE»

L'objectif : faire de la pride un défilé contre le Rassemblement national et pour le Nouveau Front populaire. «On fait le lien entre la lutte des classes, la lutte antiraciste et antifasciste, et les questions "trans pédégouines", disent les membres des Inverti·e·s à Libé. Notre communauté est très diverse, elle est faite de personnes migrantes, issues de l'immigration, et de travailleurs précaires.» Le collectif est satisfait qu'à Paris, l'Inter-LGBT lui ait accordé cette année une place de choix – les rapports entre les collectifs se définissant comme «radicaux» et l'Inter-LGBT n'ont pas toujours été au beau fixe. Signe que l'heure est grave.

«On assiste à une très forte repolitisation des prides, souligne Mathias Quéré, historien qui a consacré sa thèse au mouvement homosexuel français de 1974 à 1986. Pour lui, les Marches 2024 évoquent fortement celle du 4 avril 1981, «la première grande pride française» organisée la veille du premier tour de l'élection présidentielle qui conduisit à la victoire de François Mitterrand. Pour la première fois, les organisations politiques et syndicales avaient appelé à rejoindre le cortège. «Ils marchaient dans la perspective de dire : "On compte"» relate

Quéré. Ça a été un raz de marée : 10 000 personnes dans les rues de Paris. Les groupes féministes sont là, des alliés et des proches des personnes LGBT sont là. Cela a pesé sur la vie politique française et les promesses de Mitterrand.»

Dans les années 70, les premières marches de personnes LGBT\* s'inscrivent dans les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai. C'est le cas du Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar), qui inspire encore nombre de collectifs contemporains : «Ils étaient rejetés à la fin des cortèges parce que personne ne voulait défilé avec eux. Mais c'était un premier pas, souligne Quéré. À partir de 1974, c'est la création des Groupes de libération homosexuels (GLH), qui vont exister dans une trentaine de villes en France. Ils me font énormément penser aux Inverti·e·s : cette capacité à allier la revendication politique dans la rue à la fête.»

Avec la montée du vote pour le Front national dans les années 80, de nombreux collectifs LGBT\* se proclament antifascistes. Le 8 mai 1985, le groupe Lesbien·nes contre le racisme, l'antisémitisme et le fascisme organise un rassemblement devant l'ancienne prison pour femmes de la Petite-Roquette, à Paris, où furent emprisonnées 4 000 résistantes, «pour rappeler que le fascisme tenta d'exterminer les lesbiennes et homosexuels, déporté·e·s dans les camps de concentration et marqué·e·s du triangle rose». En 2021, une exposition du Mémorial de la Shoah, «Homosexuels et lesbiennes dans l'Europe nazie», montrait l'ampleur de la répression : 100 000 homosexuels fichés par le régime nazi, entre 5 000 et 15 000 déportés comme le rappelle l'historienne Florence Tarnagge, commissaire de l'exposition – une histoire longtemps invisibilisée.

La mobilisation contre l'extrême droite s'inscrit alors dans la durée : «La Lesbian and Gay Pride arrive à point pour rappeler que les revendications des homosexuels et des lesbiennes sont inséparables de la lutte contre le fascisme», peut-on lire sur des tracts de 1997 que l'historienne Claudie Lesselier, ex-membre des Archi-

ves lesbiennes, ressort pour Libé. Quelques semaines plus tôt, Le Pen traitait devant les caméras un homme de «pédé» à Mantes-la-Jolie. Claudie Lesselier, qui a participé à plusieurs manifs contre l'extrême droite dans les années 80 et 90, raconte que le réseau associatif d'extrême gauche Ras l'Front, créé en 1990, appelait les antifascistes à se rendre à la Marche des fiertés avec ce mot d'ordre : «Contre le FN homophobe ! Pour un arc-en-ciel antifasciste.» Depuis Marseille, l'essayiste Costanza Spina appelle à «prendre soin les uns des autres». Dans *Manifeste pour une démocratie déviante. Amours queers face au fascisme* (éditions Trouble, 2023), il racontait avoir fui «la bête de l'extrême droite» italienne pour la France. «Giorgia Meloni n'a pas attendu longtemps avant de s'en prendre aux mères lesbiennes, rappelle-t-il, alors qu'un projet de loi avait tenté d'empêcher des femmes d'adopter l'enfant de leur compagne. Elle parle comme Zemmour du "lobby LGBT". Le RN en France a été plus discret sur ces sujets, mais ils vont aussi s'attaquer à nous s'ils arrivent au pouvoir.»

Le Pen promettait encore en 2017 d'abroger la loi mariage pour tous, avant de changer d'avis en 2022. Mais comme l'a montré la journaliste Marie-Pierre Bourgeois dans son livre *Rose Marine*, la progéniture de Jean-Marie Le Pen a aussi peu à peu mis en valeur de nombreux collaborateurs homosexuels, à commencer par Florian Philippot, dont l'homosexualité avait été révélée par le tabloïd *Closer*, condamné pour «atteinte à la vie privée». Un point important de la stratégie de «normalisation» du parti.

## TEL PÈRE, TELLE FILLE

Mais de nombreuses figures gravitant autour de cette extrême droite bon teint promeuvent toujours une homophobie violente. C'est le cas des ex-membres du GUD – dont le collectif a été dissous mercredi 26 juin par le Premier ministre – qui affirment vouloir «casser du PD». Jean-Marie Le Pen, lui, était condamné en 2019 par la cour d'appel de Paris pour injures publiques visant des homosexuels.

Pour Costanza Spina, «le fascisme, ce n'est pas qu'une question de loi, c'est aussi une ambiance qu'on instaure. Quand l'extrême droite passe au pouvoir, une série de tabous sont éliminés. La montée de l'homotransphobie, on la sent déjà dans les rues». Et l'auteur de critiquer une gauche qui n'écouterait plus les personnes LGBT : «Il y a cette idée que l'antifascisme se résume à un match de foot avec le communisme. Mais, pour moi, la pensée antifasciste ne peut pas être mieux portée que par des personnes queers, racisées, non valides, tout ce que le fascisme appelle "déviant". Ce qui fait l'antifascisme aujourd'hui, c'est la pensée queer.»

(1) Libération remercie les Archives, recherches, cultures lesbiennes pour la documentation.

**Pour l'historien Mathias Quéré, les Marches 2024 évoquent fortement celle du 4 avril 1981, «la première grande pride française» organisée la veille du premier tour de l'élection présidentielle qui conduisit à la victoire de François Mitterrand.**





## CHRONIQUE

Par  
**MICHAËL FESSEL** Professeur  
de philosophie à l'École polytechnique

### Valeurs actuelles

**La «morale républicaine» de l'extrême droite repose sur le mot «valeur» qui permet d'associer l'éternel glorieux de la France et le présent de sa décadence. Il proclame un amour pour la république et, quand cela devient nécessaire, monnaie cet amour en haine.**

Depuis dimanche soir, un revenant est apparu sur les plateaux de télévision et dans les consignes de vote : celui du «front républicain». Après avoir répété sur tous les tons qu'il ne servait à rien de combattre l'extrême droite par la morale, une partie du camp présidentiel se souvient, au pied du mur, que la morale a un sens en politique. Sans elle, il ne reste que des arguments prétendument réalistes du style «le programme économique du RN est de gauche» ou «ils ne pourront pas mettre en œuvre leur politique contre l'immigration». Autant de manières de passer sous silence ce qui fait la singularité de l'extrême droite au point de ne même plus parvenir à la nommer, sinon à la veille du scrutin. Au moment où l'étendard du front républicain doit être relevé du sol où il a tant de fois été piétiné, il faut se demander au nom de quelle morale et de quelle république le brandir à nouveau. Le RN, après tout, a lui aussi un concept de république et il ne se prive pas de le mettre en avant contre une gauche qu'il est parvenu à diaboliser. Contrairement à ce que l'on dit, l'extrême droite a aussi une morale. On peut même dire qu'elle est «une morale», mais dans un sens bien particulier du terme. La «morale républicaine» de l'extrême droite repose sur un mot magique, un mot équivoque, un mot piégé. Un mot qui permet d'associer l'éternel glorieux de la France et le présent de sa décadence, la norme idéale et sa chute empirique, la possibilité du salut et la menace de la disparition. Un mot qui proclame un amour pour la république et qui, quand cela devient nécessaire, monnaie cet amour en haine. Ce mot est le mot «valeur». La république dont parle l'extrême droite est réduite à un ensemble de valeurs, c'est-à-dire de normes auxquelles il faut absolument adhérer si l'on veut appar-

tenir, mais qui n'ont pas besoin d'être rationnellement décrites. Au nombre des valeurs républicaines, on peut compter des règles constitutionnelles, mais aussi des habitudes vestimentaires ou culinaires, des formes architecturales, des traditions religieuses ou des a priori virilistes. Parler des valeurs de la France ou de la France comme d'une valeur, c'est en exclure d'emblée ceux qui, du fait de leur naissance ou de leur culture, évaluent autrement, c'est-à-dire, en fait, vivent autrement que selon cet amalgame de normes censées définir les critères de l'appartenance nationale. Soit, par exemple, la laïcité. Comme principe républicain, elle désigne la neutralité de l'Etat en matière religieuse et la liberté de conscience accordée à chacun. Comme valeur de la république, elle devient insensiblement une norme comportementale qui permet de discriminer entre ceux que

leurs croyances ou leurs formes de vie habilitent à être citoyens et ceux qui demeurent exclus de la citoyenneté. Sur la base de cette substitution de valeurs pulsionnelles à des principes juridiques égalitaires, toutes les inversions deviennent possibles. A commencer par le fait d'exclure des minorités ethniques ou culturelles de la république au nom des valeurs républicaines... L'extrême droite n'est, certes, pas seule à parler la langue des valeurs. Ce terme a connu au cours des deux dernières décennies une inflation discursive exponentielle tant dans l'espace public que dans les conversations privées. «Parce que je le vauds bien» est devenu depuis longtemps le slogan d'un narcissisme incapable d'autocritique. «Parce que la république (française) est une valeur» est aussi devenu la prémisse d'un raisonnement qui immunise contre toute discussion sur l'histoire nationale et ses complexi-

tés. L'extrême droite ne peut vaincre que parce qu'elle parle une langue qu'à peu près tout le monde s'est mis à parler. Au point de se rendre respectable dès lors qu'elle épouse des valeurs devenues majoritaires.

Le front républicain qu'il faut rebâtir en toute urgence sera fondé sur des principes ou il ne sera pas. Plutôt que de trier entre des valeurs acceptables et des anti-valeurs mortifères, il proclamera que l'adhésion à la république se réalise dans des choix de la volonté et non sur des manières de vivre. Car c'est dans les discours d'extrême droite que la logique des valeurs s'exprime le plus clairement. Dès lors qu'une culture est réduite à un ensemble de valeurs sans principe ni histoire, la ligne de démarcation entre les bons et les mauvais Français est tracée. De même que s'impose la solution à ce conflit de valeurs : «La France, tu l'aimes ou tu la quittes.»

SIÈGE BUCU



LIVRES/

Photo issue de la série  
«Ecosystèmes», 2022  
PHOTOGRAPHY

# David Abram Abonder dans le sens animal

Face aux impératifs écologiques, le philosophe américain prône de réinvestir notre capacité à interagir avec «le monde plus qu'humain», dans le sillage de la pensée des peuples indigènes.

Par  
**FRÉDÉRIQUE ROUSSEL**

Suivons David Abram qui part en randonnée dans une vallée du Nouveau-Mexique. Son livre semble idéal pour échapper au vacarme humain actuel ; et ce n'est pas une fuite qu'il propose. On entre avec lui dans une forêt, tous les sens ouverts, on songe au poème «Correspondances» de Baudelaire qui parle d'associations et de perceptions, de synesthésies. Sauf que, plus terre à terre, loin de l'esthétique et des symboles, le philosophe dit que marcher dans la nature fait éprouver les liens du corps avec l'environnement : «Tu effleures les branches d'épicéas et tu esquives les membres inférieurs fragiles des sapins en marchant vers le sud le long d'un sentier imperceptible de biche, et tu tombes sur un bosquet de trembles qui murmurent – des troncs mouchetés de soleil comme d'élé-

gants sous de girafe qui penchent tantôt d'un côté tantôt de l'autre, leurs têtes cachées parmi les feuilles. Tes jambes te portent vers le haut de la pente à travers des branches plus sombres couvertes d'aiguilles, puis en descente, et alors le chemin s'ouvre sur le rivage oriental d'un lac de montagne. Continue de marcher. À ta droite, la surface du lac est criblée de jets de lumière solaire, des rayons qui lacèrent l'air comme un attirail d'épées fabriquées par le ciel, dans un entrelacs de leurs, fendant la profondeur entre toi et les crêtes rocheuses qui s'élèvent de la rive opposée.» Après la lumière de l'après-midi, le randonneur passe dans «le pays de l'ombre», celle de cette montagne du Nouveau-Mexique. L'air a une nouvelle texture, les odeurs ont changé. Abram décrit l'expérience sensible du corps en mouvement dans l'espace, la manière dont nos perceptions nous lient à l'écosystème alentour. «A

mesure que tu bouges, avec ton corps, à l'intérieur de ce paysage, sa profondeur change autour de toi.» La beauté de sa langue restitue au plus précis ce qui l'entoure, dans sa densité et sa tridimensionnalité, insectes ou plantes, êtres et choses, lumière et ombres qui annoncent le crépuscule. Ce qui saisit au seuil de *Devenir animal*, c'est le réalisme poétique et la sensualité du texte, traduit finement par Stefan Kristensen, professeur de philosophie à l'université de Strasbourg qui signe aussi une postface éclairante. Abram explique lui-même en introduction le sens et la forme de son livre, qui est de décrire «chaque phénomène au plus près pour comprendre comment il engage, non pas notre intellect, mais notre corps sentant et sensible».

## LES GESTES DES ROCHERS

Philosophe et marcheur, David Abram a publié deux livres qui ont fait de lui une des grandes figures de l'écologie contemporaine : *Comment la terre s'est tue. Pour une écologie des sens* en 1996 (traduction de Didier Demarcy et Isabelle Stengers, La Découverte) et *Les Empêcheurs de penser en rond*, 2013, et celui-ci en 2010, qui vient d'être traduit aux éditions Dehors dans un bel ouvrage aux premières pages illustrées par des tableaux chatoyants de loup ou de chouette signés Lisa Gibbons,

peintre de la nature et de la vie sauvage. La trajectoire de David Abram est pour le coup assez originale. Lycéen à Long Island, près de New York, il aimait faire des tours de magie, fasciné par la notion de perception. Tout en se produisant comme prestidigitateur, il mène des études à l'Université Wesleyan, dans le Connecticut. Et, au début des années 80, il part en Asie du Sud-Est en tant que magicien itinérant, tout en apprenant auprès de guérisseurs au Sri Lanka, en Indonésie et au Népal. Leurs pratiques de médiation entre humains et le «monde plus qu'humain» comme il l'appelle pour parler de la nature comme un monde qui nous contient (et à l'opposé d'une conception moderne de l'esprit comme un intérieur privé, individualiste et isolé), vont changer sa vision. Dans *Devenir animal*, il relate son initiation à l'observation animale avec Sonam, un jhankri népalais. «Ils cherchent (les guérisseurs) à accroître les limites de leurs sens spécifiquement humains en portant leur attention sur les manières d'un autre animal.» Le chamane apprend à son apprenti à entrer en relation avec un corbeau, qu'il scrute des semaines durant. «Il voulait que j'éprouve l'expérience de me rencontrer moi-même à l'intérieur de l'oiseau. [...] C'est à travers le tutorat de Sonam que j'ai saisi la malléabilité stupéfiante de mes sens animaux.»

Docteur en philosophie influencé par la phénoménologie de Merleau-Ponty et par l'animisme des peuples autochtones, David Abram a étudié et donné des cours avec James Lovelock et Lynn Margulis, fondateurs dans les années 70 de l'hypothèse de Gaïa qui dit que ce sont les êtres vivants eux-mêmes qui maintiennent les conditions d'habitabilité de la Terre. «Devenir animal» peut être associé au concept «devenir-animal» déployé par Gilles Deleuze avec Félix Guattari dans *Mille Plateaux* en 1980, mais David Abram s'en distingue très vite par une note de bas de page. Malgré «quelques visées communes», dit-il, les stratégies diffèrent entre le phénoménologue attaché à l'expérience vécue et le métaphysicien attaché aux concepts abstraits. «Devenir animal» pour David Abram consiste à «devenir plus profondément humain en reconnaissant, en affirmant et en assumant notre animalité». Notre capacité d'interdépendance







à l'entourage perdue sous notre conscience civilisée, aussi intime que la respiration, mais ignorée par l'intellect. «*Nous ne sommes pas de pures âmes, mais des corps tangibles d'épaisseur et de poids, et [...] ainsi nous avons beaucoup en commun avec les choses palpables que nous rencontrons.*»

**«Il est temps de débrancher notre regard de l'écran bourdonnant, de sortir de la maison pour cligner des yeux et pisser sous la rivière d'étoiles.»**

Suivre David Abram dans ses différentes marches d'approches et analyses change le regard, donne du relief. On expérimente la confondante simplicité de l'être ancré dans la nature : le pied qui se presse contre le sol, le vent qui fouette les oreilles, le son d'un battement des ailes et du chant d'un oiseau, une brise tranquille qui caresse les herbes, l'explosion du tonnerre – «*la manière dont il nous défait et nous recrée en un instant*», les gestes des rochers ou l'humeur de la maison. Il y a l'expérience de la réciprocité : Abram se laisse sans broncher pomper le sang par un moustique. «*Je me trouve impliqué dans une grande économie du don, où chaque vie participe à d'autres vies et donne d'elle-même en retour.*» Il y a la référence animiste, associée aux croyances autochtones, autres types de prestidigitations avec lesquelles il dialogue et qu'il défend contre les préjugés. «*Nombreux sont ceux qui, versés dans la science occidentale, tendent*

*à supposer que les notions indigènes sont superstitieuses ou simplement naïves, et ne comprennent pas que la pensée indigène s'enracine dans une conception radicalement différente du rôle du langage et de la pensée.*»

#### RÉINVENTER DES RÉCITS

Selon le philosophe, nous nous sommes coupés de la participation à la vie de nos sens. L'écriture et l'imprimé ont certes permis une formidable circulation des savoirs, mais ont aussi contribué à l'éloignement de notre milieu de vie. «*Comment concilier l'abondance ouverte de sagesse morale désormais accessible à chacun, et ceux qui cherchent la sagesse, avec la cruauté de cette même société, avec la collusion constante de ses citoyens avec la destruction de toutes ces merveilles ? Comment une culture aussi éduquée et spirituellement curieuse que la nôtre – volumes assortis*

*et feuilletant leurs pages leurs sourcils levés ou froncés – comment une telle culture pouvait-elle être si oublieuse et négligente dans sa relation avec la terre animée ?*» Les écrans n'ont fait qu'intensifier notre propension au détachement, la «*nouvelle dimension digitale de l'échange entre humains est moins incarnée encore que celle de la page imprimée*». Rien de moralisateur toutefois dans la propos de l'auteur, il ne s'agit pas de renoncer à l'un pour l'autre, mais de soulever le couvercle en grand. «*Il est temps de débrancher notre regard de l'écran bourdonnant, de sortir de la maison pour cligner des yeux et pisser sous la rivière d'étoiles.*» Dans sa postface, Stefan Kristensen écrit que «*la dimension politique d'un livre comme celui-ci vient d'abord de ce qu'il nous aide à percevoir de manière écologiquement pertinente dans la mesure où il nous donne à sentir notre appartenance au monde environnant*».

La force de *Devenir animal* tient en effet à l'expérience qu'il propose au lecteur, par le «*tu*» qui embarque, par les histoires incarnées qui courent tout du long, par le langage de l'expérience directe. L'expérimentant lui-même par ce livre, David Abram invoque la nécessité de réinventer des récits, de faire circuler des manières de raconter le monde alors que le nombre de langues orales en usage sur la planète s'effondre en même temps que se fragmentent des écosystèmes locaux. «*Le renouvellement de la culture orale nous permettrait de nous rendre compte de la primauté du lieu et de la proximité*», écrit-il. Et plus loin, «*un rapprochement de la culture orale est un impératif écologique*». ♦

**DAVID ABRAM**  
DEVENIR ANIMAL. UNE COSMOLOGIE TERRESTRE  
postface et traduction de l'américain par Stefan Kristensen  
éditions Dehors, 328 pp., 25 €.



**Libé week-end** Cette semaine, retrouvez six pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, voyage en Méditerranée à la suite de Benoit Vincent avec *Féroce*, une épopée inclassable à la langue inventive, publié chez Bakélite, une maison d'édition qui naît avec ce premier ouvrage.

PHOTO JULIEN BÉNARD

# LIVRES/



Alice Rivaz en 1937. ARCHIVES LITTÉRAIRES SUISSES, ASSOCIATION ALICE RIVAZ

## «La Machine à tricoter»: les petites mains d'Alice Rivaz

Pour la première fois sont publiés les articles de l'autrice suisse disparue en 1998, qui a écrit sur le quotidien et le savoir-faire de travailleuses invisibilisées.

**L**a plupart du temps, les bandeaux autour des livres nous encombrant, mais force est de constater qu'ils ont parfois une utilité. Celui qui ceinturait la *Paix des ruelles*, roman de 1947 republié en grand format par les éditions Zoé en 2022, annonçait «préface de Mona Chollet» et il a vraisemblablement joué son rôle dans la redécouverte en France d'une autrice suisse quasi inconnue dans l'Hexagone nommée Alice Rivaz

(1901-1998). «Car tout, écrivait Chollet, était déjà là» dans ce texte paru deux ans avant le *Deuxième Sexe* de Beauvoir, «toutes ces notions pour lesquelles les féministes devraient par la suite inventer des termes», soit le «mansplaining» ou «la charge mentale» (caractérisée par la «double journée de travail»), consignés par Jeanne Bornand, épouse malheureuse de Philippe, dans ce journal intime fictionnel évoquant, «une fois la vaisselle nettoyée, essuyée, remise en place», les «heures de raccommodage, de couture, de lavage indispensables» qui attendent chaque jour la ménagère. Un labeur équivalent à «celui du paysan. Sans commencement, ni fin. Mais il est comme celui du paysan qui ne connaîtrait ni la récompense de la moisson ni le travail ralenti de l'hiver».

**Etres de l'ombre.** Née Alice Golay à Rovray, dans le canton de Vaud, Alice Rivaz ne fut pas seulement romancière. Dans la *Machine à tricoter* que publient les éditions Héros-Limite, on la découvre contributrice régulière pour la presse romande. Dans ses jeunes années, élève au conservatoire de musique de Lausanne, elle imagina aussi devenir pianiste avant d'y renoncer à cause de la taille de ses mains, apparemment trop petites pour jouer le programme lui permettant d'intégrer la classe de virtuosité. À 20 ans, comme pour compenser, elle obtint son certificat de l'école de sténographie et devint un peu ironiquement une virtuose de la machine à écrire – voie qui lui assura une indépendance financière primordiale à ses yeux (jamais Alice Rivaz ne se maria, pas plus qu'elle n'eût d'enfant). En 1925, elle intégra à 24 ans le Bureau international du travail (BIT) à Genève et y fit toute sa carrière jusqu'à sa retraite en 1959. Cet emploi lui laissait peu de temps pour écrire, ce que reflète entre les lignes sa bibliographie: Rivaz est productive (romans, nouvelles, textes autobiographiques...) lorsque son travail ne la requiert pas totalement.

En 1939, la Seconde Guerre mondiale est déclarée et la voilà au chômage technique (le BIT est dans le contexte déplacé à Montréal). Sous les encouragements de Charles Ferdinand Ramuz, elle finit son premier roman, paru en 1940, *Nuages dans la main* (réédité aux éditions de l'Aire en 2008). Suivent *Comme le sable* en 1946 et la *Paix des ruelles* l'année suivante. Ce moment de flottement professionnel (elle est réintégrée en 1948) correspond également pour elle à un retour au journalisme, un temps exercé avant son installation à Genève. À partir de septembre 1944, c'est ainsi une Rivaz d'une quarantaine d'années qui «épige» pour différentes revues, notamment l'hebdomadaire *Servir* (aujourd'hui disparu), en proposant des reportages. Ses sujets sont les mêmes que ceux de ses livres: elle parle de ce dont on ne parle pas, ou très peu, à cette époque, à savoir le quotidien des femmes et leurs conditions de vie. Elle part à la rencontre de celles qui travaillent, en indépendantes, souvent à leur domicile, et donne la parole aux brodeuses, plieuses de sac en papier, cravatières... Qui sont-elles, ces êtres de l'ombre dont «nous achetons leurs travaux dans les magasins»?

La collection «Tuta blu» des éditions Héros-limite «cherche à rendre compte des réalités du monde du travail, qu'elles soient actuelles ou appartiennent à un passé proche» et la *Machine à tricoter* a en premier lieu une valeur documentaire à cet égard. Le recueil rassemble, dans l'ordre chronologique, des articles qui, très concrètement, entendaient mettre en lumière des métiers dont les lecteurs d'alors ignoraient tout, horaires et chiffres à l'appui, et ce sans détour de confort. «Combien gagnez-vous?» est une question récurrente de la Rivaz reporter. Les femmes de ménage «disent 1 franc l'heure, les autres 80 centimes, ce qui m'étonne. Je croyais que 1 franc était le strict minimum depuis plusieurs années». Une couturière: «Je me fais une moyenne de 20 à 25 francs par semaine, pour les semaines de sept jours et des jours de dix heures et demie: 3 francs 50 par jour.» Une tricoteuse calcule une moyenne de «trente centimes l'heure» et note: «Moi qui tricote tant, j'ai fini par avoir une sorte de boulette dans le fond de la trachée. Il a fallu m'opérer pour l'enlever.»

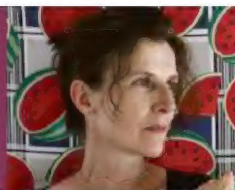
**Précarité.** La tragédie constatée de ces vies minuscules conduit – et ce n'est que le début – vers l'autre force du livre: sa puissance littéraire. Observées par l'écrivaine, les tricoteuses deviennent des «Pénélopes»: «Comme Clotho, la plus jeune des Parques, elles sont aux prises avec le Fil qui, disent les Grecs, symbolise la vie. Elles ont l'air de faire des pullovers, des chaussettes, mais il s'agit d'un jeu bien plus grave.» À travers ses articles, «prises de vues de vue de tranches de vie prélevées ici et là», Rivaz montre non seulement la précarité et l'invisibilisation de ces «métiers féminins», mais aussi le savoir-faire, le talent, de celles qui les pratiquent (la plupart du temps pour compléter les revenus du foyer) et met pour cela son propre savoir-faire, son propre talent, au service des anonymes.

La *Machine à tricoter* tisse de la sorte, par le jeu du montage et en filigrane, le dessin d'une affirmation personnelle. Plus le lecteur avance, plus les textes deviennent poétiques, moins immédiatement en prise avec le réel de la rencontre, mais jamais loin du territoire d'élection. Il suffit de voir les titres de la deuxième moitié pour s'en faire une idée: «Vaisselle et poésie», «Raccommoder et écrire», «Le poète et la salade», «Le chemin du bureau». À l'arrivée, on se dit que, comme il fallait Chantal Akerman pour faire *Jeanne Dielman*, il fallait Alice Rivaz pour décrire cette couturière rencontrée en 1945, «si petite, si maigre et menue, limée par la vie de tous les côtés à la fois, et pourtant toute pleine de "merci", de "S'il vous plaît", de "Je vous en prie"», cette «démolitrice» qui murmure «comme autant d'excuses» des «chiffres invraisemblables» et pourtant vrais, et que l'autrice qu'elle «escortée de sourires», reconnaissante et honteuse.

THOMAS STÉLANDRE

ALICE RIVAZ  
**LA MACHINE À TRICOTER. ÉCRITS SUR LES FEMMES ET LE TRAVAIL.**  
Héros-Limite «Tuta blu», 192 pp., 18 €.





**Festival Écrivains** en bord de mer se tient jusqu'à dimanche à Noirmoutier (Vendée) avec, entre autres, une lecture par Maylis de Kerangal de son roman *Jour de ressac* (Verticales, à paraître en août) ce jeudi à 15 heures, et une lecture par Rebecca Lighieri (photo) de son livre *Le Club des enfants perdus* (P.O.L., à paraître également en août). [ecrivainsenborddemer.fr](http://ecrivainsenborddemer.fr) PHOTO POL



**Au Château** La 3<sup>e</sup> édition du festival de littérature du Château de La Roche-Guyon (Val-d'Oise), a pour thème « Guerre et paix », avec pour invité d'honneur l'historien Olivier Wieviora et, entre autres, Philippe Collin, Stefan Hertmans, Raphaël Meltz, Dominique Missika (photo) et Akira Mizubayashi. [chateaudelarocheguyon.fr](http://chateaudelarocheguyon.fr) PHOTO OPALÉ

## «Sous emprise», genèse d'une mainmise

Cinq articles, rassemblés dans un ouvrage, analysent l'évolution de cette forme de pouvoir dans les relations humaines.

«**R**este tranquille, ne dis rien, ne me touches pas !... Laissez-moi parler !» Ces mots cités par Freud ont été adressés au père de la psychanalyse par une de ses patientes, hystérique, et accepte de se soumettre à une écoute passive, renonçant aussi bien au contact physique avec ses patients qu'à une prise de parole, forcément suggestive. Par cette injonction, Emmy renverse un état des choses qu'on aurait pu croire immuable : le médecin sait et donc parle ; le malade obéit et se tait», note Fanny Dargent, l'une des

contributeurs de ce volume parfois difficile d'accès pour un lecteur non psychanalyste. L'emprise circule partout, y compris dans la cure analytique à travers le cadre, le transfert et le contre-transfert, alors que c'est la liberté qui est au bout du chemin. Les cinq articles du livre étudient l'origine, l'apparition et la métamorphose de cette forme de pouvoir au fur et à mesure que l'être humain grandit. Si l'angle sous lequel il est souvent question d'emprise depuis la naissance du mouvement #MeToo n'est pas évoqué directement dans ces pages, les échos à l'actualité et à la psychologie collective du moment sont indirectement bien là.

**Soumission.** Dans la préface, Jacques André note que l'ouvrage a été précédé d'un colloque dont le programme était «Autorité, domination, emprise».

«Comment comprendre le troisième thème se soit emparé à lui seul du titre du livre, *Sous emprise* ? L'emprise est-elle à ce point insidieuse qu'elle en vient à soumettre le mouvement de la réflexion lui-même ?» La soumission est une composante de l'emprise, notion à laquelle sont associées la cruauté, la destruction et l'autodestruction. Bonne nouvelle, peut-être : la pulsion d'emprise est capable de sublimation, «quand son impératif de maîtrise se transforme en pulsion de savoir ("Je sais !") et qu'elle "se hausse, écrit Freud, jusqu'à la vie intellectuelle."» L'adolescence, explique dans son article la psychiatre et psychanalyste Manuella de Luca, est cet âge pendant lequel «l'excitation débordante mobilisée par le processus pubertaire et l'accès à la potentialité orgasmique» peut se transformer en un fort investisse-

ment dans la pulsion de savoir, avec «l'énergie du plaisir scopique». De là vient «l'insatiable curiosité des adolescents», happés par les nouveautés et plusieurs expériences. Le contrôle absolu de l'anorexie sur son corps, qui le prive de ce dont il a besoin, parfois le scarifie et qui souvent excelle dans les disciplines scolaires, relève de l'emprise.

**Toute-puissance.** Dominique Scarfone, dans un article dont le titre est «La passion du toujours plus», s'arrête sur le *Malaise dans la culture*, rédigé en 1929 (Scarfone en cite la traduction parue aux Puf en 2006). Freud y écrit que si les hommes, «parvenus si loin dans leur domination des forces de la nature», savent qu'ils peuvent «s'exterminer les uns les autres jusqu'au dernier» «ils le savent et de là une bonne part de leur inquiétude présente, de leur

malheur, de leur fond d'angoisse», ils peuvent aussi compter sur «l'Eros éternel» pour combattre la pulsion de destruction. Neuf ans plus tard se déclencher la Seconde Guerre mondiale. Mais après la guerre sont venus le boom des naissances et le développement de l'économie, que Freud aurait pu mettre au crédit de «l'Eros éternel», mais qui peut aussi se transformer en désir de toute-puissance et en addiction. Rien n'est certain, si ce n'est que pulsion d'emprise, illusion de toute-puissance et narcissisme appartiennent à une même spirale et s'excitent «parfois jusqu'au délire».

**VIRGINIE BLOCH-LAINÉ**

**FANNY DARGENT ET MANUELLA DE LUCA**  
**SOUS EMPRISE**, Puf, «Petite bibliothèque de psychanalyse», 128 pp., 15 € (ebook : 11 €)

## bell hooks, la guérison comme horizon

L'essayiste féministe a établi un guide, traduit aujourd'hui en français, pour penser les «blessures psychiques» causées par «la culture patriarcale».

**L**a lutte contre le racisme et le sexisme n'est pas qu'affaire de mobilisation collective. Ce n'est qu'une fois libérées individuellement des logiques d'oppression que les femmes racisées pourront mener à bien leur combat politique ensemble. bell hooks le clame dans un essai publié en 1994 et traduit en français, *Sororité, Guérir des blessures psychiques infligées par la domination*. L'autrice afro-américaine livre ici un savant mélange de réflexions sur la détresse de ces femmes, de récits personnels et de conseils pour «faire disparaître la douleur». Disparue en 2021, elle laisse dans son sillage ce guide toujours actuel. Comme dans *A propos d'amour* ou encore la *Volonté de changer* (respectivement

en 2022 et 2021 chez Divergences), bell hooks accorde à nouveau de l'importance au développement personnel. Elle incite à un «processus d'autogénération». Chaque chapitre passe au crible une des «blessures psychiques» causées par «la culture patriarcale, capitaliste et suprémaciste blanche». Les liens parents-enfants reproduisent «la relation maître-esclave». Une fois adultes, les femmes afro-américaines sont souvent mal traitées au travail et surqualifiées pour certains emplois. Toutefois, elles gardent leur place par nécessité. Le stress et l'angoisse dues aux conditions de travail affectent gravement leur santé physique et mentale. Ajoutées à cela, les représentations des femmes racisées accentuent les remarques racistes sur leur couleur de peau,

leurs cheveux ou leur corps. Le constat de bell hooks est alors alarmant et achève ce tableau inquiétant : «Nous ne sommes pas élevées dans l'idée que nous avons droit à une belle vie.»

La guérison est pourtant au cœur de l'ouvrage. Elle fait l'objet d'un travail personnel, sans être pour autant solitaire. bell hooks a créé et animé en ce sens le groupe de discussion en non-mixité «les Sœurs de l'igname», qu'elle évoque dans l'essai. Elle y a observé que «faire l'expérience du collectif est essentiel au bien-être». Et c'est de ce partage que peut naître la «résistance politique».

**MAÏA SIEURIN**

**BELL HOOKS**  
**SORORITÉ, GUÉRIR DES BLESSURES PSYCHIQUES INFLIGÉES PAR LA DOMINATION**, traduit de l'anglais par Pauline Tardieu-Collinet, Louise Cabannes et Leslie Louga, Payot, 240 pp., 20 €.



bell hooks, en 1996 à New York. PHOTO KARJEAN LEVINE, GETTY IMAGES



# Elle est chez elle

**Divine Kinkela** L'aide-soignante du Loiret victime d'injures racistes est devenue malgré elle le symbole d'une haine décomplexée depuis la montée du RN.



On ne saurait dire combien de fois son téléphone a caillonné. Peut-être une trentaine de fois en deux heures. On ne saurait non plus dire combien de fois son mari, Roger Songo, a bondi de son siège pour dégager les indésirables venus fouiner les lieux. En moins de deux semaines, Divine Kinkela, *«anonyme aide-soignante»*, a été propulsée, sans trop s'y attendre, sur le devant de la scène. Érigée par certains en symbole de la lutte contre le racisme décomplexé en cette période électorale, le costume est trop grand pour elle. Au lendemain de la diffusion du reportage d'*Envoyé spécial* qui a suscité l'indignation, elle s'est carapatée à Cruseilles (Haute-Savoie), dans l'appartement occupé par son mari, qui travaille en Suisse, pour *«prendre l'air»*. On la rencontre à son retour chez elle, à Montargis (Loiret). Le matin même, elle a tenu une conférence de presse sur sa terrasse en compagnie d'une flopée d'élus du Nouveau Front populaire (NFP) et de journalistes. *«Le racisme choque enfin, semble pris en compte et sera, j'espère, sanctionné. Mais les médias, c'est difficile à vivre»*, glisse-t-elle après un sandwich triangle gobé en vitesse. Elle est raide comme un piquet sur sa chaise en plastique installée au cœur de son salon fraîchement rénové. Face à nous, elle cherche souvent ses mots.

L'exercice est éreintant : c'est au moins la troisième fois de la journée qu'elle revient sur les injures racistes proférées par ses voisins. Des cris de singe, *«bonobos»*, *«va à la niche»*, *«retournez chez vous»*. Les mots sont à gerber. Mais combien de Divine Kinkela passent chaque jour sous les radars, dans l'indifférence ?

Avec une précision presque chirurgicale, elle ausculte ses relations de voisinage. Aux prémices du conflit, ce qui pourrait

s'apparenter à une simple querelle. Elle rembobine. 2016 : l'achat de cette maison à Montargis. 2020 : déménagement pour Cruseilles, près du travail de son mari, et

mise en location de leur résidence principale. 2022 : l'une des locataires ne paie plus le loyer. *«Elle nous a dit : "Je refuse de vous enrichir." Sous-entendu, vous, noirs. Je pense que la voisine lui a mangé le cerveau en notre absence.»* Selon son récit, la deuxième locataire entreprend des travaux qu'elle stoppe net, demandant une participation des propriétaires. Mai 2022 : retour à Montargis et altercation avec cette dernière locataire. Depuis, l'histoire est remontée dans la presse. *«Elle a parlé de coup de poing alors que je lui ai repris les clés des mains.»* Juin 2023 : emménagement dans leur ancienne maison et début des injures racistes des voisins, selon elle. Juin 2024 : l'ap-

proche des élections et la vague frontiste semblent leur *«donner des ailes»*. Ce sont des *«on va gagner»* chantés au retour des urnes ou des *«d'ici trois ans, on va vous foutre à la porte»*, appuie la quinquagénaire en réajustant le foulard qui borde ses longues tresses brunes.

Malgré ce déferlement, leur credo n'a pas bougé d'un iota : à la haine, ne jamais répondre par la haine. *«Divine a pris ça de manière calme et polie, c'est fou. Et toujours avec le sourire, elle ne s'est pas laissée emporter par ses émotions»*, analyse son amie Salima Ouchri, présidente de l'association Mosaïque du monde. Après la diffusion du reportage, trois jeunes se sont pointés. Projectiles à la main, *«Ils cherchaient les voisins et voulaient les caillasser»*. Divine Kinkela rit jaune. *«Si on était pour la violence, on serait déjà en garde à vue. Surtout qu'on est noirs, on aurait été les premiers à être embarqués.»*

L'acrimonie du voisinage, la quinquagénaire l'attribue à de la *«jalousie»* : elle et son mari sont propriétaires. Ils ont refait à neuf toute leur partie du corps de ferme. Ils percevaient des loyers de leurs locataires. Ils partent encore souvent en vacances à Cruseilles. *«Pour eux, il ne faut pas qu'on s'en sorte dans la vie. On est noirs donc on n'a surtout pas le droit de vivre mieux qu'eux.»* Si elle a temporairement mis de côté son activité d'aide-soignante (elle dit que les conflits la rongent), son mari, lui, ne cesse les allers-retours entre Montargis et Cruseilles. Deux à quatre fois par mois, ce sont plus de cinq heures de route à avaler, de nuit, pour ce chaudronnier aéronautique en Suisse.

Avant ça, Divine Kinkela a galéré. Née en 1968 à Matadi, en république démocratique du Congo, elle débarque à Paris en 1995. Un enfant dans les bras, elle enchaîne les petits boulots de femme de chambre. Pas suffisant pour payer son loyer. Le Graal à ses yeux : devenir gouvernante. Un projet qu'elle abandonne pour se former au métier d'aide-soignante. En 2011, cette Française de confession catholique retombe par hasard sur Roger, son amour d'enfance, sur Facebook. *«Au pays, on se lançait des regards à l'église. On était dans des écoles non mixtes, on n'avait pas le droit de se voir, dit-elle en souriant. Aujourd'hui, on est fiers. On a réussi. Et rien déplaît aux racistes, on bosse comme tout le monde, on paie nos impôts comme tout le monde.»*

Dans la centrifugeuse médiatique, ses détracteurs ont fouillé ses réseaux sociaux. Une façon de la discréditer et de changer de sujet, estime son époux. Face à ses publications, on l'a, à notre tour, passée aux rayons X. Certains lui reprochent d'être encartée PCF. Depuis combien de temps est-elle politisée ? Elle grimace. *«Oula, je n'ai jamais trop suivi la politique.»* Elle n'a pas voté à la dernière présidentielle. C'est le comportement de ses voisins qui l'a poussée vers la sphère politique. Décidée à *«combattre le parti de la haine»* et guidée par sa meilleure amie, communiste de la première heure, Divine se rapproche du PCF début juin pour *«tracter et mobiliser»* en vue des législatives. Bien sûr, elle ira voter. Pour qui ? *«C'est secret»*, tente-t-elle d'esquiver dans un rire. Sur sa terrasse, Bruno Nottin, le candidat NFP de sa circonscription, l'attend.

Divine Kinkela serait aussi antivax ? L'accusation naît d'un partage Facebook pendant la pandémie de Covid-19, accompagné d'un succinct *«vacin tueur»*. Depuis, cette sceptique (*«comme la majorité de [ses anciens collègues à l'hôpital]»*), a tendu le bras. Divine Kinkela, panafricaine ? *«C'est quoi "panafricaine" ?»* nous coupe son mari. *«Tout ce que je suis, c'est que je suis noire, que je viens du Congo et que je suis fière»*, reprend-elle. Prouesse ? *«J'ai partagé une vidéo marrante, mais j'étais complètement passée à côté du message politique. Ça m'a juste fait rire. Ce n'était pas une revendication militante.»*

Hasard du calendrier, une notification tombe pendant la rencontre : *«L'aide-soignante a porté plainte, sa voisine, fonctionnaire du tribunal de Montargis, a été suspendue.»* Ses épaules s'abaissent, ses bras se relâchent. Un soulagement. *«Il faut avoir une grande souffrance pour détester l'autre à ce point.»* La souffrance, elle connaît. En 2011, elle perd son fils aîné, par noyade. Son portrait trône sur le buffet au côté de ceux de Paul, son cadet, qui poursuit des études de commerce à Lyon. *«J'aurais pu en vouloir à la Terre entière. Mais c'est la vie, et personne n'y est pour rien.»* Aimant sur le frigo derrière elle, un bloc-notes au recto du message : *«Profitez de chaque instant.»* ◆

Par MARGAUX GABLE  
Photo GUILLAUME BLOT

## LE PORTRAIT